

N° 704 — 3 F
DU 5 JUIN AU 11 JUIN 76

nouvelle édition

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

CFDT : LA
POLITIQUE COMMANDE

DEMAIN LA FETE



Direction politique :
Alain Tlemcen

Rubriques :

- **Où va la France?** Léo Goldberg, Maurice Najman
- **Injustice :** Michel Etienne
- **Briser la chaîne :** Jean-Yves Sparfel
- **Luttes en classes :** Stéphane Lyllan
- **Les choses de la ville :** Jean-François Thoraval
- **Pourtant, elle tourne :** Bernard Ravenel
- **Les exclus de l'intérieur :** Dominique Lambert, Michel Camouis.
- **Garde-à-vous-même :** Georges Yverres
- **Les armes de la critique :** Marion Lay
- **C'est aussi politique :** Michel Acidant

Collaborateurs permanents

G. Akoun - Y. Craipeau - Evelyne Ertel - V. Fay - Ch. Guerche - J. Jullien - R. Lanarche - F. Laurent - V. Leduc - M. Mousel - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan - C.M. Vadrot

Dessinateurs :

J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin -

Secrétariat de rédaction :

Monique Grima

Maquette :

Chantal Lender

Secrétariat - Documentation :

Marie-Françoise Chailleux

Promotion :

J.-L. Craipeau - S. Ros - H. Le Toquin - J.-P. Sallent

Dir. publ. : H. Le Toquin

9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64

Administration et publicité :
566-45-37

Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Composition :

Compo-presse, Paris.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois moix. Soutien : 150 F. Pour tout changement d'adresse : joindre 3 F en timbres et l'ancienne bande adresse.

sommaire

Où va la France ?

- 22^e congrès du PCF : la ligne passe mal. *Léo Goldberg* p. 4
- Affaire Siméoni. *Christian Guerche* p. 4
- Le plan Giscard contre la presse. *Gilbert Hercet* p. 5

Les exclus de l'intérieur

- Ici on récupère. *Huguette Bouchardeau, Suzanne Goeffic* p. 6
- Sonacotra : au président Boumediene p. 7
- A Cormeilles depuis 1936. *Françoise Claire* p. 7

Les choses de la ville

- La vie dans la ville. *François Dalbert* p. 8

Briser la chaîne

- Résolution de la DPN p. 10
- Banques : La CFDT explique p. 10
- Les métallos de La Rochelle p. 10

Notre dossier :

37^e congrès de la CFDT

(de nos envoyés spéciaux E. Carroube et J.-Y. Sparfel)

- Une affaire de majorité p. 11
- Où sont passés les enjeux ? p. 12
- Gauchisme ? un mot à clarifier (interview de Georges Begot) p. 13
- Les amendements clés p. 14

Et pourtant elle tourne

- Israël : pour qui sonne le glas ? *François Villeneuve* p. 15
- Fraga la torture. *Marc Echeverry* p. 16
- CNUCED : à Nairobi, pas de nouvel ordre économique. *R. Lanarche* p. 17
- Un crime contre l'Afrique. *Claude Bourdet* p. 18

Tribune de l'autogestion

- Les chrétiens et la lutte pour le socialisme. *Yves Barou* p. 19

Les armes de la critique

- Pourquoi Pétain ? *Claude Bourdet* p. 20
- Le Liban au bout du fusil. *Jean-Jullien* p. 21
- A propos du livre de Jean Ziegler. *Christian Hervé* p. 21
- Dans la neige empoisonnée p. 21

C'est aussi politique

- Les damnés de la terre. *Evelyne Ertel* p. 22



questions aux caméras invisibles

Il y a quelques jours, le conseil municipal de Creil, dans la région parisienne, a été saisi d'une inspiration soudaine : à la surprise du maire, il a refusé le projet de caméras de circulation proposé par le commissaire de police de la ville.

Pour une « imprudence » de ce dernier : en présentant les mille et un avantages qu'il y voyait pour améliorer la circulation, ledit commissaire a ajouté que, le soir notamment, ces caméras de télévision disposées aux endroits stratégiques de la commune seraient très utiles à la police pour lutter contre les voyous et contre toutes les formes de délinquance. Les conseillers municipaux y ont vu une menace contre la liberté individuelle. Ils ont donc décidé de vivre avec leurs embouteillages et de ne pas financer un réseau de surveillance des rues.

Parfait, remarquable initiative. Le réflexe de défense des élus de Creil pourrait inspirer d'autres élus. Car cette télé en ville, cela mérite quand même quelques questions.

D'abord, combien de municipali-

tés se sont déjà offert ce gadget ? Et dans combien de villes, question subsidiaire, ces caméras de télévision ne sont utilisées qu'au service exclusif — parfaitement justifiable — des agents de police chargés d'améliorer l'écoulement du flot des voitures ?

A Paris par exemple. Paris où, prochainement, on comptera plus d'une centaine de rues et de carrefours équipés. Et pas avec du matériel rudimentaire. Allez donc observer, pour ne citer que les plus visibles, les caméras du carrefour Strasbourg-Magenta, de la place de l'Opéra ou de Rivoli-Pyramides : elles sont totalement orientables et possèdent un zoom qui permet aussi bien les gros plans de ce qui passe à leur portée que les vues d'ensemble des rues où elles sont

installées. Les mouvements de ces caméras sont télécommandés depuis la Préfecture de police.

Tout ce réseau, qui comporte actuellement plusieurs dizaines de caméras en service, est centralisé dans la salle de commandement de l'état-major de la circulation sous le bâtiment de la préfecture. Là, des spécialistes de la circulation surveillent les automobiles sur de multiples écrans de télévision. Ils agissent ensuite soit sur les feux rouges, soit sur l'activité des agents de circulation se déplaçant en vélomoteur et équipés d'un mini-poste de radio. Théoriquement.

Car la question qui vient à l'esprit, non pas par pure malice mais à cause de ce que disent, en privé, certains policiers qui ne travaillent pas pour la circulation, est de savoir si l'état-major de la circulation reste toujours seul à utiliser cette salle de commandement, notamment en cas de manifestation...

Deuxième question : En cas de manifestation, justement, d'autres

services n'utilisent-ils pas le magnétoscope pour conserver un certain nombre de gros plans des gens qui défilent ?

Troisième question : Lorsque des organisations ou des collectifs d'organisations négocient des parcours de défilés et de manifestations, la police n'a-t-elle pas tendance à les faire passer par les points les mieux équipés en caméras ?

Autrement dit, il n'est vraiment pas certain que la télé urbaine parisienne ne serve qu'aux embouteillages. Il est à peu près certain aussi que Paris n'est pas la seule ville touchée par l'activité de ces caméras invisibles. Enfin, il est évident que ce télé-câblage, surtout s'il est prochainement renforcé dans plusieurs villes, constitue une belle arme en cas de « troubles sociaux », comme on dit dans les ministères de la démocratie libérale avancée.

On attend donc des (nobles) indignations d'une part et des (éventuelles) explications d'autre part.

C.-M. VADROT ■



Rouge et la DPN du PSU

Une bonne partie de la presse écrite, parlée et télévisée a rendu compte des débats de la dernière Direction politique nationale. Elle a souligné l'importance des positions prises sur le problème constitutionnel posé par les déclarations de Giscard ainsi que du rapport de charte municipale adoptée à l'unanimité.

Le compte rendu de *Rouge*, lui, est très particulier. A propos de la charte, le quotidien de la LCR écrit, « un long texte a été adopté qui reprend dans la grande majorité des cas les propositions qu'avait formulées la « minorité » à Bordeaux ». Où donc *Rouge* a-t-il puisé ses informations ? Il faut savoir que le projet de charte a été élaboré de longue date par une commission du PSU avec la collaboration des élus, soumis à une première discussion lors de la précédente DPN, débattu enfin avec une série d'organisations autogestionnaires. A ce travail collectif ont contribué dans la dernière commission de la DPN des camarades qui venaient de présenter un court texte de contribution dont quelques éléments ont été retenus. Visiblement *Rouge* est déçu de l'accord « assez large » qui s'est manifesté à cette DPN. Il développe une interprétation romancée sur le « jeu de bascule » de la « direction du PSU », la recherche d'une « porte de sortie honorable », etc. On y apprend que l'on verra, après le conseil national de septembre, si la minorité se constitue en tendance nationale afin de préparer le congrès dans les meilleures conditions pour un débat de clarification politique. « Son attitude ce dernier week-end, ajoute *Rouge*, semble inspirée par le désir de ne pas précipiter les clivages dans un parti qui n'y serait pas prêt ».

Rouge serait-il devenu le bulletin intérieur d'une minorité du PSU ?

Alain TLEMCEN ■

pas de compromis avec Giscard

LE « j'y suis, j'y reste » du président de la République situe clairement les problèmes qui se posent dès à présent aux forces ouvrières et populaires dans la perspective d'une victoire électorale de la gauche, victoire qui doit se préparer dans les luttes d'aujourd'hui.

Le pouvoir est décidé à employer tous les moyens pour escamoter une éventuelle victoire électorale de la gauche, pour empêcher qu'elle ne débouche sur les changements profonds que veulent les travailleurs [...]. Il renforce l'appareil répressif pour préparer une épreuve de force sur tous les terrains [...].

A la faveur de cette stratégie de tension, il compte imposer à une majorité de gauche, une politique de compromis et de cogestion, en utilisant les pouvoirs que lui donne la Constitution gaulliste.

Face aux plans du pouvoir, les partis de gauche ne peuvent se borner à des protestations platoniques [...].

Si le président de la République voit l'ensemble de sa politique désavouée, il ne saurait plus se réclamer d'aucune majorité dans le pays. Les travailleurs doivent imposer le départ de Giscard dont le pouvoir « personnel » les priverait des fruits de leur victoire.

Ils doivent se mobiliser pour atteindre cet objectif décisif.

CEPENDANT, les partis de l'union de la gauche semblent s'accommoder, chacun à sa manière, du maintien de Giscard à l'Élysée. Particulièrement inquiétante est la politique définie au château de Seillac par la direction du Parti socialiste. Cette politique renverrait aux calendes grecques les nationalisations prévues par le Programme commun « dès le début de la législature ». Il ne resterait plus, dès lors, au gouvernement qu'à gérer les intérêts de la bourgeoisie en obtenant de sa part un « consensus politique » en comptant sur les organisations syndicales pour éviter les confrontations sociales et pour appeler les travailleurs « à la raison et à l'effort ».

Les masses populaires ne sauraient accepter d'être ainsi frustrées de leur victoire. La classe

ouvrière compte avant tout sur sa propre mobilisation, pour, à partir du changement de majorité, avancer vers un changement de société. Cette volonté se manifeste dans toutes les luttes que mènent actuellement les travailleurs de Lip, du Parisien libéré et à La Rochelle. Elle s'est aussi clairement manifestée au congrès de la CFDT. Elle ne reste pas sans écho dans les rangs de la CGT.

Les propos lénifiants de Giscard sur la reprise économique ne peuvent masquer la réalité du chômage et de l'inflation. La crise s'approfondit dans tous les domaines et notamment dans l'appareil d'Etat : université, magistrature, armée, police, cadres de l'administration. En même temps que le problème du pouvoir se pose l'alternative : capitalisme ou socialisme.

Pour le PSU, les luttes actuelles — sociales et politiques — doivent contribuer à faire triompher, par le pouvoir des travailleurs, le socialisme autogestionnaire.

DANS cette perspective, le PSU fera tout pour contribuer à une victoire électorale de la gauche. Il entend s'inscrire dans le combat unitaire des travailleurs, et faire en sorte que les forces qui luttent effectivement pour l'autogestion socialiste pèsent de tout leur poids dans cette victoire et ses lendemains. En ce sens, il entend poursuivre ses efforts pour le rassemblement de ces forces et leur convergence politique. Les états généraux des 3 et 4 juillet doivent en constituer une première étape [...].

[...] Les municipales de 1977 s'inscrivent dans le combat d'ensemble pour la victoire de la gauche dans la perspective du pouvoir des travailleurs. Elles doivent permettre de développer les luttes pour le contrôle des travailleurs dans le cadre des communes et des entreprises. Elles doivent jouer un rôle essentiel dans l'accentuation de la crise politique, l'affirmation des forces populaires et leur mobilisation.

Direction politique
nationale du PSU
les 29 et 30 mai 1976 ■

ENA : le petit bout de la lorgnette

Claude Estier, secrétaire national du PS, s'est sans doute montré imprudent en affirmant que l'appréciation des mérites des élèves de l'ENA pouvait être soumise à des considérations d'affinités politiques ou familiales. C'est un peu voir le problème par le petit bout de la lorgnette. En s'avancant ainsi sur un terrain incertain, il a en tout cas suscité autour de l'ENA une rare mobilisation de défenseurs outragés. L'essentiel pourtant n'est pas là, et l'argument serait surtout dangereux s'il conduisait à la double conclusion que le gouvernement a besoin d'intervenir directement dans le classement des élèves pour assurer le fonctionnement de son administration, et qu'à l'inverse, il suffirait d'éliminer quelques « pistons » pour que la machine fonctionne dans la plus parfaite des démocraties.

Conçue au lendemain de la guerre par Michel Debré pour, selon lui, « démocratiser le recrutement de la haute fonction publique restée l'apanage de l'aristocratie et de la haute bourgeoisie », l'institution a complètement échoué dans ses ambitions explicites. Elle a en revanche parfaitement joué le rôle de conservation de l'ordre social que ses promoteurs d'hier lui assignent aujourd'hui. Trente ans après sa création, il est clair que l'ENA, située dans le prolongement d'un institut d'études politiques lui-même, fort élitiste n'a pas permis une démocratisation réelle du recrutement. Les études les plus sérieuses confirment que si 80 % des élèves sont issus de la moyenne et de la haute bourgeoisie, 3 % sont des fils d'ouvriers.

L'ENA joue parfaitement son rôle en envoyant vers les corps les plus prestigieux les élèves issus des classes sociales les plus élevées, et plus généralement ceux qui ont su s'y intégrer en acceptant les normes.

Mais il serait erroné de croire que ce premier filtre suffise dans tous les cas et que le pouvoir lui fasse parfaitement confiance pour déceler les éléments dont l'adhé-

sion entière lui est acquise. Bien au contraire, c'est en aval de l'ENA, essentiellement par l'intermédiaire des cabinets ministériels que les adhésions seront mises à l'épreuve et éventuellement récompensées.

Que le système ait globalement bien fonctionné jusqu'ici, par rapport aux objectifs qui lui étaient implicitement assignés est incontestable. Qu'il soit entré en crise depuis quelques années, les débats en cours, en dépit de beaucoup de confusion, en portent témoignage.

Tout allait bien tant que le consensus était assuré autour des principes unanimement admis du service public et de la neutralité de l'Etat. Tout se détraque dès que l'accentuation des conflits dans l'ensemble de la société et l'extension à tous les services publics de la logique du profit et de la rentabilité, révèlent à un nombre croissant de fonctionnaires l'écart qui s'instaure entre les principes et la réalité.

Les tentatives de reprise en main de la haute administration n'y changeront rien. Elles ne sauraient résoudre la « crise d'hégémonie larvée » qui développe ses effets dans l'ensemble des appareils d'Etat, et pas seulement dans leurs sommets.

En multipliant les attaques contre les fonctionnaires syndiqués, en mettant en cause les agents dont l'action, pourtant réglementaire, déplaît aux catégories dont le pouvoir souhaite garder les faveurs, en développant une conception de la réserve qui remet en cause la liberté d'expression des fonctionnaires, le pouvoir ne peut qu'approfondir les conflits et les prises de conscience. Et concourir au rapprochement de tous ceux qui dans et hors des appareils d'Etat, mettent en cause leur fonctionnement au service d'un ordre social contesté.

Jacques SALLOIS ■

où va la France ?

22^e congrès du PCF : la ligne passe mal

Il n'est pas douteux qu'il existe un malaise au sein du PCF, mais son ampleur, dans ce parti particulièrement « opaque », reste difficile à apprécier. Les médiocres résultats de l'élection de Tours, notamment dans le fief communiste de Saint-Pierre-de-Corpy, ont retenti comme un avertissement : décidément la « ligne » passe mal.

Les dirigeants communistes n'ont pas manqué d'incriminer la presse bourgeoise et la « pression idéologique de l'ennemi », mais l'explication est trop éculée pour convaincre.

Dans ce contexte, l'intervention d'Althusser sur la dictature du prolétariat et le stalinisme, bien que son retentissement soit probablement limité, ne fait qu'accroître l'embaras manifeste de la direction du PCF qui vient de subir un nouvel échec lors de la réunion « au sommet » des partis signataires du Programme commun.

inquiétudes

Il y a gros à parier que la campagne d'explication sur les « idées exaltantes » du 22^e congrès n'ait pas réussi à lever les préventions que suscite la politique de Georges Marchais au sein de son parti.

Ces réticences, qui se manifestent surtout parmi les cadres moyens de l'organisation, sont de deux ordres. La chasse frénétique aux voix de la petite bourgeoisie, la défense de la petite propriété (lors du débat sur la taxation des plus-values), la surenchère nationaliste et la main un peu trop tendue aux gaullistes, inquiètent bon nombre de militants communistes, souvent engagés dans un activisme tous azimuts.

La tonalité chauvine de certaines interventions des dirigeants du PCF, les concessions à des secteurs souvent réactionnaires de la petite bourgeoisie ne sont pas de nature à faciliter une critique « de gauche » du PS. Il ne suffit pas de rappeler à tout propos le rôle « dirigeant » de la classe ouvrière, pour clarifier une politique ambiguë et contradictoire, et effacer le malaise qu'elle engendre.

D'autre part, si l'abandon de la dictature du prolétariat n'empêche probablement pas de dormir la majorité des cadres du PCF, il est certain que le conflit larvé avec le PC de l'URSS leur pose de problèmes.

Habitués depuis des décennies à considérer l'URSS comme la « patrie du socialisme », et sa politique internationale comme nécessairement conforme aux intérêts de la classe ouvrière et des forces progressistes, les cadres les plus anciens du PCF ont quelques difficultés à admettre le brutal changement intervenu depuis le 22^e congrès.

A défaut d'un débat de fond sur le stalinisme, il est bien difficile d'expliquer que ce qui était vrai hier est faux aujourd'hui, et que les intérêts d'Etat de l'URSS ne sont pas identifiables à ceux de la classe ouvrière. Reste la fuite en avant dans le nationalisme qui devient de plus en plus la pierre de touche de la politique du PCF.

ambiguïté et louvoyance

Les dirigeants communistes se trouvent dans l'incapacité d'expliquer à leurs militants que l'URSS n'a pas intérêt à un changement du statu quo social et politique en Europe occidentale, et qu'à partir du moment où eux-mêmes ont choisi d'accéder au pouvoir, le conflit est inévitable. Ils en sont réduits à une politique ambiguë et louvoyante, faisant alterner les déclarations lénifiantes et les protestations bruyantes (récemment encore, lors du passage du Premier ministre polonais à Paris, et à propos de ses éloges de la politique de Giscard).

Il est probable, dans ces conditions, que le PCF ne s'opposera pas, finalement, à la tenue d'une conférence européenne des partis communistes, si la déclaration finale est anodine. Un rapprochement avec le PC italien, dont le leader Enrico Berlinguer a tenu le 3 juin, un meeting à La Villette avec Georges Marchais, ne suffira pas à apaiser les inquiétudes de ceux qui restent attachés à une certaine forme « d'internationalisme ». Par ailleurs les dirigeants du PCF n'ont pas lieu de se

réjouir de l'évolution de plus en plus marquée de la direction du PS vers une politique de compromis ouvert avec la bourgeoisie qu'analysait ici même Yvan Craipeau (TS n° 701).

D'ores et déjà, la CGT, par la voix de René Buhl, secrétaire confédéral, relève, pour s'en inquiéter, les orientations définies par le séminaire du secrétariat du PS, et rappelle ses opinions en faveur d'une « rupture avec la politique actuelle » et de « l'application immédiate du programme de nationalisations ».

Le PCF est, pour l'instant, plus prudent, mais il ne peut ignorer qu'un compromis avec la bourgeoisie giscardienne ne va pas dans le sens de ses propres options en faveur d'un capitalisme d'Etat, et implique qu'il soit plus ou moins mis sur la touche.

Nombre de militants communistes ressentent déjà comme un échec

le refus, pourtant prévisible, du PS et du MGR de conclure un accord national pour les municipales, et si le grignotage des positions électorales du PCF se poursuit, la note à payer risque de paraître bien lourde.

Les contradictions de la politique du PCF et ses difficultés ne doivent pourtant pas être considérées avec le détachement de spectateurs qui comptent les points.

Les révolutionnaires, les militants favorables à l'autogestion socialiste peuvent se saisir de cette situation pour l'infléchir, en rappelant aux militants communistes que seul un puissant mouvement de masse sur des objectifs anticapitalistes peut garantir aux travailleurs que leurs espérances ne seront pas trahies, et en leur proposant inlassablement l'unité d'action.

Léo GOLDBERG ■

c'est un canon qu'il

La seconde semaine du procès d'Edmond Simeoni et de ses camarades a été consacrée à l'audition des divers responsables du service d'ordre du préfet Gilly, au colonel de gendarmerie Bouvet, en passant par le sous-préfet Guérin.

Dépôts confuses qui montrent que, tant à Paris qu'à Ajaccio et sur le terrain même à Aléria, c'est l'affolement qui régnait. Pourquoi cet affolement ? Le procureur l'a résumé d'une phrase : « Parce qu'il s'agissait d'autonomistes. » Et c'est effectivement bien là la clef du problème.

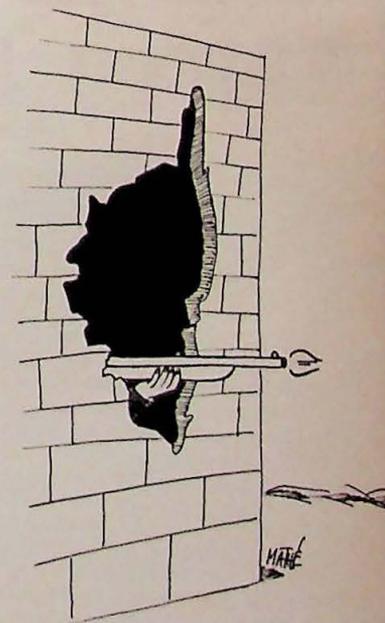
C'est parce que les occupants de la ferme Delpelle étaient des autonomistes de l'Action pour la rénovation de la Corse (ARC), et que leur action mettait en lumière la complicité des pouvoirs publics, que Poniatowski a fait mettre en place un dispositif de répression sans précédent.

Il ne s'agissait pas seulement d'intimider. Il fallait écraser et humilier les militants de l'ARC. C'était réunir les conditions d'incidents graves. D'autant plus que les responsables d'Aléria ne savaient visiblement pas comment engager l'affaire.

un mot d'ordre : couvrir le ministre

Toutes les auditions se recourent au moins sur un point : le contact avec Paris a été constant, et préfet et sous-préfet n'ont fait qu'appliquer des ordres. Mais les mêmes témoins qui ont été sanctionnés quinze jours après pour maladresse dans la conduite de l'action ayant abouti à la mort de deux gendarmes, n'ont aujourd'hui qu'un seul souci : couvrir le ministre, dégager sa responsabilité.

Aussi le préfet Gilly, resté à Ajaccio, invente une série de bruits et de fausses informations — sans jamais préciser leur source — tendant à montrer que la Corse risquait d'être mise à feu et à sang par des actions inconsidérées des autonomistes.



le plan Giscard contre la presse

Giscard sait faire les choses en douceur. Dans le domaine de la presse, écrite et audio-visuelle, la politique du pouvoir fait moins de vagues que du temps de De Gaulle ou de Pompidou. Et pourtant...

Pourtant, la situation de dépendance des grands moyens d'information à l'égard de la majorité en place est plus grave encore, aujourd'hui en France, qu'elle ne l'est dans aucun pays de l'Europe des Neuf. Le gouvernement Giscard-

Chirac a décidé de préparer *sérieusement* les élections de 1977 et 1978. Il sait, à cet égard, l'importance du rôle des *mass media*, et a décidé de s'en servir. Il a ainsi mis au point une stratégie tout azimut dans laquelle aucun moyen d'information n'est épargné :

- A l'agence France-Presse, le P.d.g. Roussel s'est vu autoritairement doté d'un bras droit, M. Pigault, qui fut jusque-là l'un des principaux délégués officiels à la propagande gouvernementale (notamment comme adjoint de Baudouin à la délégation générale à l'Information).

- A la tête de la SOFIRAD — Société d'Etat (statutairement chargée de contrôler les postes de radios périphériques) — on a bombardé André Mousset, jusque-là... porte-parole officiel de Ponia au ministère de l'Intérieur !

- A Radio-France — dont le directeur de l'Information, chargé à la fois de France-Inter, de France-Culture et de France-Musique est Michel Péricard, conseiller général UDR de Saint-Germain-en-Laye et candidat aux prochaines législatives dans cette circonscription — la reprise en main est aujourd'hui totale : parole donnée systématiquement aux supporters de la majorité ; mise à l'écart des journalistes jugés douteux ; listes noires de personnalités à ne pas inviter, notes d'orientation sur les sujets à traiter (l'une d'elles, récemment, invitait à traiter du danger soviétique en Méditerranée...). Les auditeurs commenceraient-ils, d'ailleurs, à se lasser de France-Inter ? Le dernier sondage d'audience du Centre d'étude des supports de publicité fait en tout cas état d'une nouvelle chute de l'écoute de France-Inter...

silence aux pauvres

- Europe 1 — depuis « l'affaire Siegel », puis le départ de J.-F. Kahn, c'est vous dire que l'ordre règne dans la maison, sous le férule d'Etienne Mougeotte — pas plus que RTL, ne pose de problèmes dans l'immédiat : il suffit d'écouter leurs éditoriaux du matin pour s'en convaincre...

- TF 1 et FR 3 ayant déjà été mis au pas — même si les giscardiens estiment FR 3 exagérément UDR —, Antenne 2 suscitait encore quelques inquiétudes : la remise en ordre est



aurait fallu

Ainsi, le sous-préfet Guérin, pressé de questions, reconnaît que, du quartier général où il s'était installé, il ne voyait pas ce qui se passait dans la ferme et dans ses alentours immédiats. Mieux, il avoue que l'assaut a été donné *après* que les otages aient été libérés. Je ne le savais pas, dit-il. Vous ne vouliez pas le savoir, réplique la défense.

un colonel bien comme il faut

Mais tous les records ont été battus par le colonel Bouvet, qui commandait la gendarmerie territoriale en Corse lors des événements. Tenant des propos racistes, sortant constamment de la relation des faits, il a essayé de montrer — sans y parvenir et pour cause — que l'ARC « était mêlée depuis plusieurs mois à tous les troubles en Corse ».

Quant à la manière dont l'affaire aurait dû être conduite, le colonel a sa petite idée, qu'il livre en toute simplicité : « Il était facile de régler l'affaire d'Aléria d'une façon strictement militaire : un simple escadron suffisait. Nous aurions tiré quelques coups de canon à longue distance et il y aurait eu beaucoup de morts, mais tous du côté des insurgés. »

Ben voyons ! Des autonomistes ? A coups de canon vous dis-je. Parfaitement. Nous avons le sens du dialogue, même quand il est bruyant. Devant ces propos et les protestations qu'ils suscitaient, l'audience a été suspendue par deux fois.

C'est tout le procès qu'il faut arrêter en libérant les militants corses et en supprimant dans la foulée la Cour de sûreté de l'Etat.

Christian GUERCHE ■

en cours, sous la double autorité de Charles Baudinat et Georges Leroy (entre lesquels la compétition est d'ailleurs serrée), avec l'aide de Jérôme Bellay qui fut l'un des premiers membres de la CFT à l'ORTF... Tous les journalistes de Paris savent que l'ambiance politique, à Antenne 2 et à France-Inter, est particulièrement flicarde...

- Les mesures fiscales concernant les hebdomadaires sont un premier avertissement pour un secteur jugé particulièrement rétif. C'est la remise au goût du jour du fameux mot d'ordre : silence aux pauvres !

- Au Figaro, Hersant et Raymond Aron ont pratiqué une véritable chasse aux sorcières, éliminant les nombreux journalistes jugés... gauchistes (au Figaro !) et liant les mains de ceux qui restent en place. Le projet d'utiliser le procédé de *fac similé*, pour faire paraître, tels quels, certains articles du Figaro dans des journaux de province du groupe Hersant (à commencer par Paris-Normandie) va tendre à donner une coloration encore plus précise, et plus unifiée, au service du régime, à l'ensemble de ces journaux.

un combat de plus en plus difficile

- France-Soir est de plus en plus souvent l'objet des récriminations de Ponia et des Services de l'Elysée. La direction d'Hachette, soucieuse de perdre son image « chabaniste », tient de plus en plus compte de ces récriminations et envisage même aujourd'hui une nouvelle charrette, qui pourrait concerner non seulement l'équipe Sainderichin, mais, à terme, la direction du journal par Jean Gorini...

Cette situation apparaît d'autant plus grave que de nombreux journa-

listes hésitent à contester ouvertement ces décisions et ces pressions, étant donné l'importance du chômage sévissant dans la profession. Soyons certes vigilants, mais soyons prudents, semblent dire beaucoup d'entre eux...

Les ouvriers du Livre, de leur côté, savent combien leur combat devient chaque jour plus difficile. De ce point de vue, il n'est pas étonnant que deux journaux se soient retirés du Syndicat patronal de la presse parisienne : *France-Soir* et *le Figaro*. Il s'agissait, en effet, de négocier avec les ouvriers du Livre sur l'avenir de leur profession (y compris pour les grévistes du *Parisien libéré*). Or, *France-Soir* et *le Figaro* sont précisément les journaux qui étudient, à l'heure acutelle, de nouveaux licenciements... On murmure même que cent ouvriers pourraient être licenciés du Figaro d'ici à l'automne, à l'occasion de l'abandon par Hersant de l'immeuble du rond-point des Champs-Élysées : *le Figaro* pourrait être, à cet égard, un nouveau *Parisien libéré*... Et, sur ce plan, le gouvernement laisse faire, ce qui ne saurait étonner dans la mesure où la volonté de briser la Fédération française des travailleurs du Livre fait partie du plan d'ensemble pour la mise au pas de la presse.

C'est dire combien nous sommes — au-delà des inévitables désaccords tactiques circonstanciels — fondamentalement solidaires, à *Tribune Socialiste*, avec les combats difficiles de tous ceux qui, dans l'information, dénoncent la mainmise du pouvoir et tentent de s'y opposer. Avec les combats des travailleurs du Livre qui défendent tout à la fois une profession menacée, des conquêtes syndicales arrachées de haute lutte, et notre droit à ce qui reste d'information libre dans ce pays.

Gilbert HERCET ■

les exclus de l'intérieur

ici on récupère

A quelques jours d'intervalle, ont été présentés à l'Assemblée nationale le statut des gardes d'enfants et au Conseil des ministres les 101 propositions d'un projet pour les femmes 1976-1981. Il vaut la peine d'analyser ceci de près pour voir par quelle politique la bourgeoisie se propose tout à la fois de répondre au chômage, en ce qu'il touche plus spécifiquement les femmes, et aux aspirations nouvelles que les femmes manifestent depuis quelques années.

Donc, Simone Veil se propose de baptiser les nourrices *assistantes familiales* et de transformer en salaire l'actuelle forme de rétribution de garde, les parents devenant les employeurs des nourrices. Et quel salaire : deux heures de SMIC par jour et par enfant gardé !

Il faut d'abord remarquer que cette mesure touche environ 450 000 nourrices libres (agrées ou non) et près de 600 000 enfants de 0 à 3 ans, plus ceux qui, étant scolarisés, sont gardés à la sortie de l'école. Ça vaut la peine, en effet, de poser le problème en termes de politique ; celle qui transparait dans ces mesures est transparente : d'une part, la prise en charge de la petite enfance au moindre coût reste posée en termes de garde (de consigne) pour les enfants qui ne peuvent bénéficier du mode d'éducation qui reste déclaré naturel et en toutes circonstances le meilleur : la mère.

D'autre part, les femmes qui « bénéficieraient » de ce statut sont celles qui arrondissent ainsi des fins de mois, faute d'une solution de garde pour leur enfant ou d'un emploi qui, de toute façon, serait au niveau le plus bas de qualification et de salaire. La plupart des nourrices se situent dans ces catégories. Elle cumule souvent cette tâche avec un gardiennage d'immeuble. Il y a là une contrainte supplémentaire vis-à-vis d'une éventuelle formation professionnelle pour adulte, et le maintien dans l'isolement entre leurs quatre murs. Politique vis-à-vis de l'enfance, politique vis-à-vis des femmes ? En tout cas politique de classe.

Les 101 propositions de F. Giroud peuvent davantage faire illusion : — Des décisions antisexistes d'abord, dont on sait combien, jusqu'alors, elles sont inefficaces ! Interdiction à l'Etat de passer contrat avec des entreprises condamnées (?) pour non-respect de la loi sur

l'égalité des salaires, commission de contrôle des livres scolaires, libre choix du nom des enfants, possibilités de déclaration de revenus joints...

des mesures limitées

— Des propositions tendant à permettre une meilleure articulation entre le rôle des parents et leur statut de travailleurs : indemnités à 50 % du salaire de base pour les jours pris pour un enfant malade, pour l'un et l'autre parent ; congé sans solde de deux ans également pour l'un ou l'autre, sans rupture de contrat de travail ; aménagement de service de « dépannage ménages » dans les entreprises nationalisées ; allocation de frais de garde que la mère reste à la maison ou travaille.

En fait, les limites de telles mesures sont évidentes. Les disparités de salaires entre hommes et femmes font que, de fait, ce sont les femmes qui utiliseront ces possibilités, d'autant que les pesanteurs du milieu de l'opinion publique ne faciliteront pas les démarches inverses. De plus, si la non-rupture du contrat de travail est applicable dans le secteur public, on ne voit pas ce qui pourrait contraindre un employeur à reprendre un homme ou une femme après deux ans d'arrêt.

Les aménagements des conditions de travail ne sont naturellement pas posés en termes de critique de ces conditions, mais comme devant permettre une meilleure articulation travail-vie familiale, sous-entendu que le premier n'ait pas à supporter le poids de la seconde. Même s'ils sont proposés à l'ensemble des travailleurs, travail à temps partiel, horaires aménagés, pour les mêmes raisons que ci-dessus, intéresseront presque exclusivement les femmes.



Photo BOUIM

Un « modèle » à contester...

service civique des filles

Enfin, une autre proposition refait surface : le service civique des filles. Il se veut égalitaire par rapport au service militaire. Mais il s'agit, bien évidemment, d'un service justement non militaire : on s'en doute

un congrès dynamique

Les délégués des 91 départements où le planning familial existe se sont réunis pour leur congrès ordinaire dimanche dernier. Ce fut un congrès studieux mais formel. Travail sérieux des commissions qui ont toutes fourni des rapports intéressants, mais qui traduisent souvent mal la richesse des discussions. Certains pensent aussi que les problèmes politiques de fond n'ont pas été creusés. La motion proposée contre l'Ordre des médecins engage les associations départementales à soutenir tous les médecins qui refusent de cotiser à l'Ordre. Les principales résolutions votées déclarent que le secteur entreprise reste prioritaire pour le mouvement. Le congrès s'est prononcé pour un projet de société socialiste en rupture avec le système capitaliste. Il condamne le travail au noir, mais exige un contrôle collectif et politique sur les militants (problème du bénévolat, difficulté de concilier personnes rétribuées, permanentes et militantes). Il dénonce le danger qui pèse sur la presse (TVA sur les moyens d'expression) et celui pour les mouvements d'éducation populaire de se voir couper leurs moyens d'existence. Il dénonce le rôle des sexologues.

Claude WEIDMANN ■

connaissant les images féminines qui circulent dans ce haut lieu de la virilité triomphante qu'est l'armée. Aux femmes les tâches sociales bénévoles. Les dites tâches sociales

n'ont pas besoin de cela pour être les parents pauvres de la société du profit. Et voilà un bon moyen de conforter les filles dans leur rôle traditionnel, tout en faisant des économies dans les secteurs « non rentables ». Dans leur diversité, ces mesures révèlent les contradictions du pouvoir face aux femmes, dans la conjoncture actuelle.

Pas question, bien sûr, de renvoyer la grande masse des ouvrières, vendeuses, employées... chez elles. Par contre, comment réguler, pour la rendre à peu près tolérable, la double tâche du travail ménager gratuit et du travail salarié au rabais, impartie à une grande majorité de femmes ? Comment continuer à masquer le chômage féminin en présence au foyer ? Comment donner au statu quo un petit air moderniste ?

Car ces projets révèlent aussi la pression que l'évolution générale des femmes — essentiellement sous l'influence des luttes des derniers mois — impose à la bourgeoisie. Celle-ci a senti que deux modèles s'opposent en chaque femme : celui traditionnel de la mère-épouse, et celui d'une personne aspirant à une identité personnelle, à l'indépendance économique qui en est le garant. Il lui faut tenir compte de cette contradiction pour y répondre dans un sens ou dans l'autre selon les catégories socio-culturelles, selon les critères de classes. Enfin, là encore se révèle le lien structurel entre vie de travail et vie familiale qui ne peut être escamoté lorsqu'il s'agit des femmes. Comment se situer face à ces mesures ?

Il faut dégager celles qui sont intrinsèquement nuisibles aux femmes et à l'ensemble des travailleurs, les dénoncer, œuvrer à leur échec (exemple : le service civique). Il faut savoir dégager celles qui peuvent faire l'objet de luttes pour en imposer l'application immédiate (heures payées pour la femme ou l'homme). Plus largement, il nous est posé là la question de ce qu'on fait de la légalité bourgeoise, dans ses aspects progressistes, des stratégies de contrôle qui peuvent permettre une large mobilisation, tout en conduisant à des dépassements de cette légalité.

Huguette BOUCHARDEAU
Suzanne GOEFFIC ■

Sonacotra : au président Boumediene

Le PSU a noué des liens durables avec le peuple algérien depuis sa lutte pour l'indépendance. Les contacts ont ensuite été gardés avec ce pays en raison de son rôle anti-impérialiste et de sa volonté d'édifier le socialisme. Ces liens ont été renforcés à l'occasion de la conférence anti-impérialiste de jeunes des pays méditerranéens au début de l'année, par la délégation du PSU qui a rencontré le FLN.

Cette solidarité internationale doit se situer sur le terrain de la franchise et du droit de critique fraternelle. C'est le sens qu'il faut donner à la publication de larges extraits de la lettre adressée au président Boumediene par les délégués du comité de coordination des foyers Sonacotra. Cette lutte importante sur le logement riposte à la politique d'austérité du gouvernement et ne doit pas se laisser briser par la stratégie de négociation foyer par foyer appliquée sans faille par la Sonacotra et le secrétariat d'Etat aux immigrés. « Sonacotra cédera ! ».

J. MAZEAU. ■

Monsieur le Président,

Nous, travailleurs algériens, immigrés en France, nous vous adressons cette lettre pour vous faire connaître notre situation en France.

Notre situation est mauvaise. Tant au point de vue des conditions de travail que des conditions de logement. Nous sommes seuls, car personne ici ne défend réellement nos droits. Ceux qui devraient normalement nous défendre cherchent en fait à nous diviser entre travailleurs de différentes nationalités et même entre Algériens.

Nous voulons une organisation qui nous défende, qui soit une organisation de travailleurs, dirigée par des travailleurs, et qui nous prépare au retour dans notre pays. En Algérie se construit le socialisme. Nous voulons, nous aussi, participer à la construction du socialisme algérien, participer à la construction d'une Algérie où les travailleurs auront réellement le pouvoir, comme vous le dites si souvent.

Or, en France, chaque fois que nous nous organisons pour défendre

nos droits de travailleurs, pour l'égalité des droits entre tous les travailleurs, pour des revendications justes, pour de meilleures conditions de travail ou de logement, il nous faut le faire avec les camarades de toutes les nationalités, avec nos camarades français; nous devons le faire en dépassant le racisme.

C'est ce que nous avons fait depuis 15 mois en nous organisant pour refuser les conditions de logement qui nous étaient imposées par la Sonacotra. Les résidents sont de 15 nationalités différentes. Pourtant, tous ensemble, nous avons construit l'unité pour nous présenter ensemble à la table des négociations. L'ensemble des résidents a élu démocratiquement des délégués par foyer et ces délégués se sont regroupés en un comité de coordination. En fait de négociations, 18 de nos camarades délégués ont été expulsés, simplement parce qu'ils représentaient leurs camarades, 55 délégués sont recherchés par la police et sont obligés de se cacher, 190 délégués sont menacés d'expulsion des foyers dans les jours qui viennent.

Vous avez dit que nos revendications étaient justes; vous avez accueilli nos camarades expulsés et vous avez pu constater qu'ils étaient sérieux et responsables.

Nous espérons que vous accepteriez de nous défendre, de nous soutenir; car nous trouvons sur notre route une organisation, « l'Amicale des Algériens en Europe » qui, depuis des mois, cherche à casser notre lutte, à discréditer nos délégués, à désorganiser notre mouvement et refuse des négociations globales avec les représentants élus. Elle cherche des négociations foyer par



foyer comme le souhaite la Sonacotra. Depuis des mois dans les foyers, elle détruit notre unité, nous divise, cherchant à nous séparer comme Algériens des autres travailleurs. Elle travaille avec la direction de la Sonacotra et le pouvoir pour que nous acceptions sans rien dire d'être exploités et expulsés comme des chiens.

Nous nous étonnons également que, dans certains foyers, les services consulaires soient intervenus pour appuyer une reprise des paiements.

Ce que nous demandons, c'est l'égalité des droits pour tous les travailleurs. Ce que nous demandons aussi pour nous-mêmes et pour l'ensemble des travailleurs immigrés, c'est ce que vous demandez toujours pour notre peuple et l'ensemble des peuples d'Afrique et du tiers monde — qu'ils soient unis et organisés pour mieux refuser l'exploitation. Alors, pourquoi vouloir casser notre unité, notre organisation qui est la seule chance que nous ayons de faire respecter nos droits les plus élémentaires ?

Nous souhaitons être entendus par vous. Nous sommes conscients que le combat que nous menons est juste car il est dans la ligne de celui que l'Algérie mène dans le monde et nous souhaitons pouvoir nous en expliquer directement avec vous...

à Cormeilles depuis 1936

La colère a éclaté. Le petit grain de sable vient de faire grincer les rouages d'un patronat emplanté. Depuis le 13 mai, « les Lambert » à 95 % font grève. Cela ne s'est jamais vu depuis 1936.

« Ce n'est pas le résultat d'un incident technique. C'est tout simplement le fait que les travailleurs de la carrière et de l'usine en ont le « ras le bol »... « Cette grève n'a pas démarré sur un coup de tête », dit le tract de la section CGT, qui a depuis longtemps essayé de discuter avec la direction, sans résultat.

Cormeilles-en-Parisis, Val-d'Oise, petite ville d'habitat de la banlieue, 17 km de Paris; 14 000 habitants, aux allures de province avec sa « grande rue » tortueuse et étroite où débouchent les cours des anciennes fermes, ses petits commerçants, ses artisans de père en fils. Avec, à l'ouest de la grande rue, la zone résidentielle de bourgeoisie provinciale (paysans enrichis, commerçants, retraités, etc.).

A l'est de la grande rue, brèche immense dans la colline : la carrière Lambert, la plus grande carrière de

gypse (ou pierre à plâtre) à ciel ouvert, dont l'exploitation a nécessité de tout temps l'implantation d'une main-d'œuvre bon marché venue d'abord de Bretagne (avant la guerre de 1914). Ces Bretons forment encore une petite colonie dans le quartier de la Carrière. A la guerre de 1914, des Chinois, émigrés d'Indochine, vinrent remplacer les mobilisés. Depuis, les manœuvres de la carrière ont été des Polonais, et après 1945, des Algériens et des Portugais.

Trois cents travailleurs, en majeure

rité des immigrés sont affectés aux tâches les plus dures dans des conditions de sécurité et d'hygiène catastrophiques. Un travailleur algérien nous racontait que la nuit, il était seul pour veiller au fonctionnement des fours. Un autre qu'il était affecté une semaine à l'exploitation, une autre au nettoyage « je suis le balai » disait-il. Pour 1 500 F par mois.

Chez Lambert, le patronat est « social ». On loge les ouvriers dans des cités dignes du siècle dernier — et qui s'y hasarde à l'impression de se trouver dans un camp de prisonniers. Des baraques en carreaux de plâtre (cela n'avait pas coûté cher à l'époque pour les patrons), aux murs humides, des sanitaires plus que sommaires, de l'eau placée à chaque extrémité des rues, chemins boueux recouverts de mèchefer. Côté salaires, une importante partie des travailleurs (95 %) gagne entre 1 500 et 1 800 F par mois.

Le mercredi 19 mai les travailleurs se sont rendus en délégation au siège de la société, rue de Lisbonne; ce jour-là, il y avait conseil d'administration. Démonstration de force, mais du côté patronal, on fit la sourde oreille.

Le 22 mai, à Cormeilles, nouvelle réunion syndicat-direction. Bien maigre résultat : 3 % d'augmentation en juin, 3 % en septembre... (soit 45 F sur un salaire de 1 500 F. 54 F sur 1 800 F).

Beaucoup de travailleurs refusent ces propositions misérables faites par un patronat rétrograde (sauf pour l'acquisition de machines d'exploitation et de fabrication de carreaux qui coûtent des millions de francs) alors qu'il fait travailler ses ouvriers dans des conditions dignes du siècle de Zola !

A Cormeilles, calfeutrée dans l'ignorance politique du fait de sa municipalité réactionnaire, la population n'a pas encore bien pris conscience qu'une communauté de 300 travailleurs est en grève : Portugais, Algériens, Tunisiens, Marocains, Français sont unis dans la lutte, malgré les manœuvres de division émanant de la direction. Notre rôle, à nous militants du PSU, est d'aider à réveiller les consciences endormies. Déjà quinze jours de lutte. Tous unis, les travailleurs feront face.

Françoise CLAIRE ■

les choses de la ville

la vie dans la ville

Recevant, il y a quelques jours, les représentants des associations de défense de l'environnement, Giscard leur a fait part de son intention de « développer la participation des citoyens à l'organisation et à la gestion de leur environnement quotidien ». Souci louable que le PSU saluerait bien volontiers, si les propos de Giscard ne recouvraient pas une volonté politique toute différente.

Il s'agit pour le pouvoir de récupérer par une politique de réformes et d'intégration des associations dans le cadre institutionnel actuel, le mouvement populaire qui s'est développé ces dernières années contre l'organisation du cadre urbain imposé par les groupes immobiliers, filiales des groupes bancaires privés : c'est l'objectif avoué des travaux d'une commission nommée par Giscard. Cette politique d'intégration va recevoir une application concrète par la création de conseils d'arrondissement à Paris dont deux tiers des membres seront nommés par le pouvoir.

Le PSU se battra contre cette pseudo-participation à la sauce Giscard et pour développer la mobilisation populaire permettant un réel contrôle populaire sur l'organisation de la vie quotidienne des travailleurs.

Alors que s'engagent les grandes manœuvres électorales en prévision du scrutin municipal de mars 1977, la gauche apparaît extraordinairement peu loquace sur ce qu'elle veut faire des municipalités qu'elle aspire à conquérir ou à conserver. Gaston Defferre, répondant au secrétaire fédéral du PCF pour les Bouches-du-Rhône, n'avait pas tort, il y a quelques semaines, de lui expliquer qu'il n'existait pas de programme commun municipal de la gauche et les choses, apparemment, n'ont pas tellement évolué depuis... Mais, et c'est plus grave, aucun des grands partis de cette même gauche n'a clairement défini la politique qu'il entend suivre à cet égard et personne ne se préoccupe de dire ce qu'il entend faire s'il est élu...

La situation est d'autant plus surprenante que les luttes que mènent les travailleurs remettent en cause quotidiennement le fonctionnement d'institutions locales dont la crise apparaît de plus en plus évidente. Le pouvoir lui-même, constatant que le réseau de l'encadrement administratif, conçu pour un pays essentiellement rural, ne permet plus de contrôler une France aux trois quarts urbaine, envisage de remodeler son organisation. (cf. les travaux de la commission Guichard [*]).

Le PSU n'a pas attendu que les uns et les autres précisent leurs vues et leurs projets pour définir les siens. Sa dernière Direction politique na-

tionale a mis au point un projet de Charte municipale qui expose avec clarté et précision la nature du combat qu'il entend mener et les objectifs qu'il vise en prenant part au combat municipal.

Un tel texte s'inscrit très logiquement dans la démarche d'élaboration programmatique définie par le Congrès d'Amiens en décembre 1974.

dans chaque quartier des comités populaires

Il ne signifie nullement que le PSU « nourrit quelque illusion que ce soit sur la possibilité d'établir des îlots de socialisme dans une société globalement capitaliste. Ni qu'il imagine que les institutions communales, conçues par et pour la bourgeoisie, pourraient être retournées contre un Etat central dont elles constituent un rouage essentiel. Mais le développement des mouvements de masse, en mettant en cause de plus en plus directement le fonctionnement du pouvoir de la bourgeoisie, permet aujourd'hui de jeter les bases d'un véritable contrôle populaire sur les institutions locales ».

Proposer que s'organise dans chaque quartier, dans chaque commune, des assemblées et des comités populaires qui affirment leur contrôle sur les activités de la municipalité, qui veillent au respect de la



Photo BOUM

démocratie, qui concourent à la défense collective et contribuent à l'organisation autonome des travailleurs n'est pas une utopie. Certaines communes où nos camarades sont actifs en donnent l'exemple. A Morlaix, des comités de quartier se réunissent en dépit des difficultés. A Coupvray, petite commune de la Seine-et-Marne, dont le maire est l'un de nos camarades, des commissions municipales associent aux débats et aux décisions les délégués, de la population.

Si nous allons loin dans la définition du fonctionnement de ces assemblées, dans l'indication de leurs objectifs possibles, c'est que l'expérience est vaste aujourd'hui dans tous les domaines où les travailleurs, concrètement, jour après jour, se heurtent à la toute-puissance de l'Etat et à l'impuissance des collectivités où se font entendre les voix des élus populaires.

Le détail du texte qui sera très rapidement publié et très largement diffusé n'est bien sûr pas à plaquer sans discernement sur chaque situation locale. Mais c'est un cadre qui doit permettre l'ouverture d'un large débat avec toutes les organisations de masse qui, au niveau local, remettent en cause la logique du pouvoir actuel. C'est une base solide aussi pour les contacts qui dès maintenant doivent être pris avec les partis politiques de gauche dans la perspective unitaire que nous avons définie.

favoriser le contrôle populaire

La Charte distingue soigneusement l'ensemble des mesures et des actions qui peuvent être mises en œuvre dès le lendemain des élections municipales avec le soutien de la mobilisation populaire, de celles que cette même mobilisation serait en droit d'exiger d'un gouvernement de gauche dont la perspective doit être évidemment envisagée. « Il serait bien sûr illusoire d'imaginer qu'un tel gouvernement pourrait par la simple réforme des institutions que leur lègue la bourgeoisie, mettre en branle la transformation radicale de la société vers le socialisme. Mais il est clair, aussi, qu'un gouvernement de gauche peut favoriser l'émergence d'exigences de contrôle populaire préfigurant les institutions du pouvoir populaire. » C'est dans cette perspective que nous avons cherché à définir les réformes qui devraient être exigées d'un tel gouvernement. Certaines d'entre elles figurent déjà dans le Programme commun de gouvernement signé en 1972 par le PCF, le PS et le MRG. Nous les avons reprises. Mais le développement du mouvement de masse depuis cinq

ans autant que la perspective de socialisme autogestionnaire dans laquelle, collectivement, nous nous situons, nous conduisent à préciser, corriger et compléter les quelques brefs paragraphes que le « Programme commun » consacre aux « collectivités territoriales et à la décentralisation ».

« Le programme d'action municipale que nous proposons, pas plus que les réformes que pourrait entreprendre un gouvernement de gauche ne suffisent à garantir l'évolution radicale de la société vers le socialisme. S'attaquer aux fondements de l'exploitation implique que l'on s'attaque également à l'Etat garant de l'ordre bourgeois. Au-delà, une fois cet ordre détruit, la marche au socialisme implique que soient surmontées les divisions au sein des classes populaires, entre gouvernants et gouvernés, travailleurs manuels et travailleurs intellectuels, entre la ville et les campagnes... »

Dans la phase d'affrontement révolutionnaire, comme dans la période de transition socialiste, le rôle des collectivités locales sera déterminant. Sans qu'il soit possible de planifier une évolution et des affrontements qui se produiront au rythme même de la lutte des classes, quelques orientations peuvent dès aujourd'hui être tracées à la lumière des expériences historiques du mouvement ouvrier, et particulièrement des plus récentes, tant au Chili qu'au Portugal. »

Sans assimiler les communes de France et les soviets des premiers temps de la Révolution de 1917 comme le faisait Georges Marchais, dans une émission télévisée pas si ancienne, il est clair que les conseils populaires, qui constitueront les embryons du nouveau pouvoir, entretiendront avec les collectivités locales bouleversées par leur propre mouvement, des rapports conflictuels étroits. Les « cordons » et les « commandos municipaux » au Chili, les « moradores » portugais nous aident dès maintenant à y voir plus clair. Et ce n'est pas par simple souci de prospective ou de futurologie que notre Charte municipale inclut cette perspective. C'est parce que pour nous les voies et les moyens de la construction de la société socialiste que nous souhaitons pour la France des prochaines années, ne se séparent pas des luttes que nous menons aujourd'hui contre les ressorts de la société capitaliste et les contraintes de son Etat.

F. DALBERT

(*) Nommée à la fin de l'an passé, cette commission composée de hauts fonctionnaires et d'élus locaux doit normalement remettre en juillet prochain au gouvernement, un rapport sur la réorganisation des collectivités locales.

on ne peut pas tout dire

le PS et la RFA : les frères « ennemis »

Après le PCF (comité Kaldor), les socialistes français commencent à reconsidérer la situation en RFA. Déjà opposé au bloc nord-européen dans la II^e Internationale, le PS, quoique réservé (il lui est difficile de critiquer ouvertement les perspectives politiques du SPD), ne peut plus se taire. L'opinion française largement sensibilisée ne le comprendrait pas. Sur le plan gouvernemental, le comité du PS préférera donc

choisir pour elle l'allié libéral (FDF) des sociaux-démocrates allemands et donnera fort probablement un caractère humanisant et corporatiste à son analyse. Avec Gérard Sandoz du *Nouvel Observateur*, il verra dans les *Berufsverbote* une bévue dont l'importance aurait échappé aux dirigeants du SPD. Il se gardera, évidemment, de faire le lien avec les décrets d'incompatibilité qui frappent les militants révolutionnaires dans les syndicats de manière à mettre entre parenthèses toute appréciation politique du parti frère allemand. Quoi qu'il en soit le PSU ne peut que saluer toute initiative de soutien aux camarades allemands victimes de la répression. ■

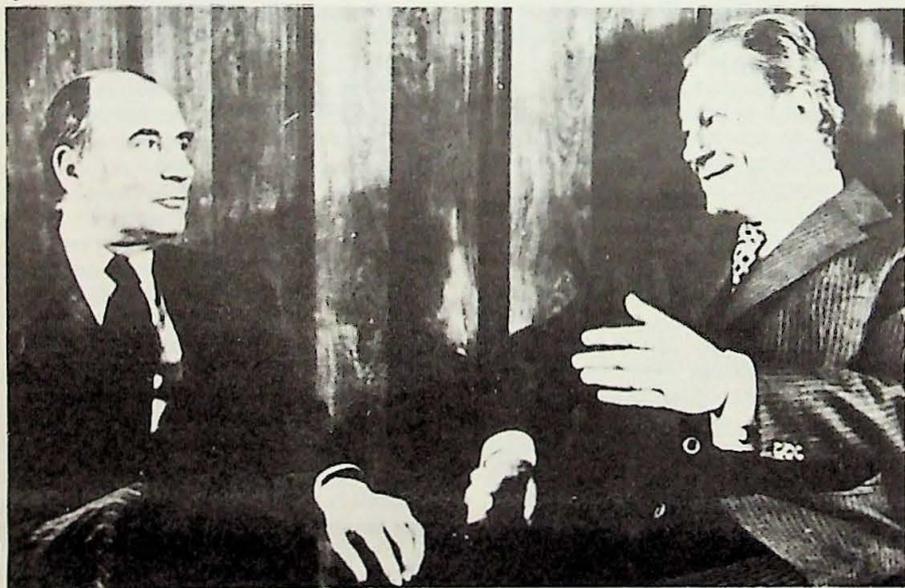


Photo AFP

Grèce, l'explosion :

La grève des 25 et 26 mai visant à protester contre le projet de loi gouvernemental sur les syndicats a été largement suivie dans le tertiaire et dans les usines où avaient déjà éclaté des conflits sociaux.

Ce projet voté par le parlement vise à limiter le droit de grève et renforcer le contrôle de l'Etat sur le mouvement syndical unique grec, toujours tenu par la droite, malgré la forte majorité des forces de gauche aux dernières élections.

Pour briser cette offensive ouvrière et populaire, la droite « dure » a monté une série de provocations, à l'aide des nazillons locaux, qui a permis à la police-entraînée et équipée par Poniatowski de se déchaîner dans les quartiers populaires de la capitale. Une vieille femme prise

dans la bousculade a été victime d'une crise cardiaque. Il y a eu de nombreux blessés et une centaine d'arrestations. Face à cela une coordination de plusieurs syndicats de base appelait à poursuivre le mouvement de grève mais les masses craignant une intervention de l'armée n'ont pas suivi. D'autre part à Rhodes et Mikonos, le peuple s'est mobilisé pour empêcher le ravitaillement de la 6^e flotte et les marins US n'ont pu débarquer ce qui a provoqué d'autres affrontements très violents avec la police.

Devant ces conflits on assiste à une contradiction avec, d'une part, une volonté populaire qui s'affirme sur des perspectives anti-impérialistes et anti-capitalistes et d'autre part la composante dure du régime qui dicte sa loi aux libéraux proches de Karamanlis, mettant celui-ci dans une position de plus en plus délicate. ■

AVA : le Crédit Lyonnais brade

Groupe AVA (André Vidal et Associés, Organisation Paul Planus) ; l'un des premiers cabinets d'organisation fondés en France ; 130 salariés dont 100 professionnels, dans les domaines des relations de travail, de l'organisation, de l'informatique de gestion et de l'informatique industrielle.

1970 : le Crédit Lyonnais acquiert 65 % des actions d'AVA.

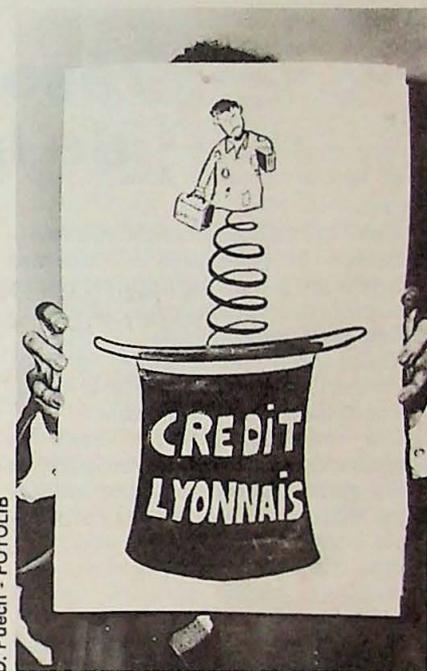
1970-1975 : dégradation progressive du carnet de commandes et de la clientèle, du fait du désintérêt complet du Crédit Lyonnais pour AVA.

Novembre 1975 : le Crédit Lyonnais porte sa participation à 90 % du capital.

Décembre 1975 : les dirigeants tentent de faire accepter par le personnel une réduction de salaire volontaire. A partir de janvier 1976, le personnel ne sait plus s'il sera payé à la fin de chaque mois.

Février 1976 : tentative d'instauration du chômage partiel ; cette mesure, attaquée par le comité d'entreprise, fait l'objet d'une suspension en référé en mars 1976.

Mai 1976 : le Crédit Lyonnais trouve enfin le moyen de se dégager de ses responsabilités : il cède la majorité du capital d'AVA (51 %) à deux personnes privées sans surface financière connue.



D. Puech - FOTOLIB

Le Crédit Lyonnais, directement et par le biais de la direction, refuse aujourd'hui toute négociation qui permettrait au personnel d'avoir des garanties sur son emploi, sur son salaire et sur l'avenir du groupe.

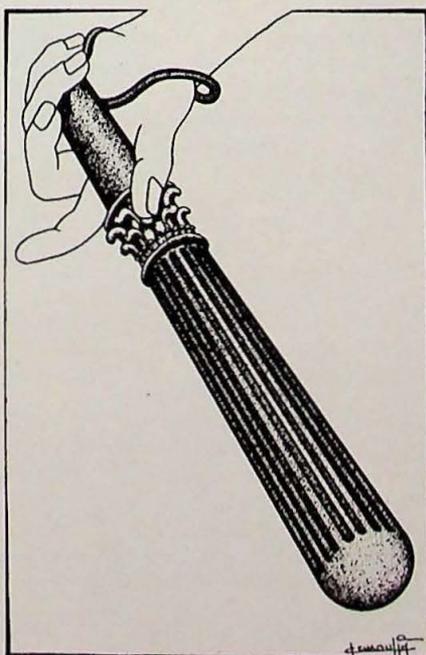
Les salariés du groupe AVA constatent que le Crédit Lyonnais se débarrasse d'eux. Pourquoi ne pourraient-ils pas obtenir des garanties, alors que le Crédit Lyonnais en a donné d'importantes aux acheteurs pour les inciter à prendre le contrôle d'AVA ?

C'est pourquoi, à l'appel de ses sections syndicales CFDT et CGT, le personnel d'AVA a fait une grève de 24 heures le lundi 24 mai, et poursuit l'action pour sauver son entreprise et son emploi. ■

Pau : grand couturier... petits salaires

Depuis le 13 mai, les 190 travailleuses de l'entreprise Courrèges (confection) sont en grève à l'appel de la CFDT. Raisons : celles de tous ceux qui se battent dans l'habillement : cadences de travail insupportables, bas salaires (1 500 F par mois pour 40 heures par semaine, salaires au rendement).

Les travailleuses exigent une augmentation de 1 F de l'heure pour toutes, une mensualisation réelle et le 13^e mois. La solidarité se développe notamment parmi les travailleurs de la SNPA. ■



briser la chaîne

résolution de la dpn

Pour le PSU, les luttes actuelles — sociales et politiques — doivent contribuer à faire triompher, par le pouvoir des travailleurs, le socialisme autogestionnaire.

Dans cette perspective, le PSU fera tout pour contribuer à une victoire électorale de la gauche :

— il entend s'inscrire dans le combat unitaire des travailleurs, et faire en sorte que les forces qui luttent effectivement pour l'autogestion socialiste pèsent de tout leur poids dans cette victoire et ses lendemains ; en ce sens, il entend poursuivre ses efforts pour le rassemblement de ces forces et leur convergence politique. Les états généraux des 3 et 4 juillet doivent en constituer une première étape ;

— il appelle à faire face à l'offensive de la bourgeoisie, car tout atterrissement laisserait le champ libre à Giscard et au patronat. Il appuie les nombreuses initiatives prises pour coordonner les luttes par branches (comme dans le livre et l'imprimerie), par trusts (chez Dassault), par régions (à La Rochelle, en Franche-Comté autour de LIP, dans l'Ouest autour de Caron-Ozanne et Rehaut,

dans le Midi autour de Griffet) que ces initiatives proviennent des travailleurs eux-mêmes ou bien des syndicats locaux et fédéraux CGT et CFDT.

L'extension nécessaire de ces expériences de coordination doit être considérée par les organisations ouvrières comme un puissant moyen de mobilisation. Ce qui suppose qu'elles contribuent activement à sa réalisation. Cette extension exige que des objectifs centraux soient mis en avant pour unifier les luttes (nationalisations sous contrôle ouvrier ou conventions collectives égalisant les rémunérations et conditions de travail à l'échelle nationale...). Cette même perspective offre des possibilités d'unification et de clarification politique des luttes populaires (ouvriers, paysans, travailleurs des services publics, minorités nationales) comme c'est le cas en Corse, en Bretagne et dans le Midi viticole, luttes dont le caractère anticapitaliste doit être affirmé.

Extrait de la résolution de la Direction politique nationale du PSU, réunie les 29 et 30 mai. ■

banques : la CFDT explique

Le mouvement de grève dans les banques se poursuit ; notamment à la banque Dupont, à la BNP (en grève depuis 30 jours et occupée depuis le 20 mai), à la BNP Bordeaux, dans les services du CIC, de la Société générale, à la Banque de Londres, à la Banque populaire de la Sarthe, à la Compagnie bancaire. Il démontre que, malgré l'échec de la globalisation de la lutte, la combativité reste importante. A propos de l'échec des journées de grève des 18 et 19 mai, la Fédération CFDT des banques a pris position dans le communiqué suivant :

« Dans le processus d'action entamé par la CFDT, et ce dès le 11 mars, les syndicats SNB-FO-CFTC, malgré leurs déclarations sur leur volonté de passer à l'action unie, se sont bien vite réfugiés dans leur camp naturel, celui de l'inaction et de la pseudo-concertation. Cela ne nous surprend pas.

« Quant à la Fédération CGT, prétextant de soi-disant refus d'action de syndicats CFDT, et malgré une conférence de presse commune tenue le 18 mai confirmant l'appel à la grève de 48 h dans le cadre d'une grève nationale coordonnée et de longue durée, elle a cru bon de publier le 19 mai un communiqué transformant cet appel en deux journées d'action. Pour la Fédération CFDT, cette position de la CGT, appuyée sur de faux arguments, tient essentiellement à ce qu'elle se refuse à un développement massif de l'action. Aussi, bien souvent, la

CFDT s'est trouvée seule pour assumer des responsabilités communes. Que dire aussi d'une organisation qui, engagée dans un processus unitaire, rompt unilatéralement ses engagements sans consulter son partenaire ?

« Malgré ces difficultés, là où la grève a pu être lancée, et ce dans plus de 40 villes, les pourcentages de grévistes ont démontré la combativité qui règne dans la profession bancaire. D'ailleurs, le patronat ne s'y est pas trompé, et pour désamorcer les actions en cours, c'est dans plus de 20 banques qu'il a dû accorder : des primes allant de 150 à 750 F, des points supplémentaires au titre de la progression du pouvoir d'achat, une augmentation du nombre de mensualités garanties, le renforcement des effectifs et dans une banque la réduction du temps de travail (38 h 45).

« Face à cette situation, la Fédération CFDT de la banque constate que les conditions ne sont actuellement pas réunies pour envisager la poursuite de l'action sous la forme d'une grève nationale coordonnée et de longue durée. Aussi, elle appelle tous ses syndicats, ses sections d'entreprise, là où la volonté du personnel s'est clairement manifestée dans ce sens, à poursuivre l'action sur les revendications exprimées au niveau des entreprises, localités, agences... (effectifs, disparités de salaires, horaires, formation pendant le temps de travail, amélioration des accords d'entreprises...). » ■

les métallos de La Rochelle

Les métallurgistes de La Rochelle mènent actuellement une lutte importante qui, par son caractère global, intéresse l'ensemble des métallurgistes et, par contrecoup, toute la classe ouvrière de ce pays.

Les entreprises importantes que sont Alstom (trust CGE) 2 000 travailleurs, Chantiers navals 2 500 travailleurs, CIT Alcatel 500 travailleurs (majorité de femmes), mènent une bataille ensemble sur les classifications et sur le pouvoir d'achat. Après la lutte victorieuse des travailleurs du trust Dassault, la lutte conduite à La Rochelle a caractère d'exemple. Menée unitairement et démocratiquement, il en résulte une combativité extraordinaire.

Une élévation de la prise de conscience est favorisée par la répression patronale à travers l'utilisation des nervis de la CFT, et celle du pouvoir qui fait donner ses CRS à la CIT Alcatel comme réponse aux re-

vendications ouvrières.

La CGT, très majoritaire parmi les métallos de La Rochelle, semble effectuer une évolution intéressante dans le sens de la coordination des luttes. Il faut se réjouir d'une telle attitude qui peut offrir aux travailleurs de nouvelles perspectives.

Limiter à une région une telle expérience de réaction globale à la politique du patronat et du pouvoir serait insuffisant. Les travailleurs de La Rochelle ne doivent pas se battre seuls. Le gage de victoire est l'élargissement de la bataille à l'ensemble de la métallurgie par la solidarité et la liaison avec tout le trust CGE et les chantiers de construction navale. ■



Photo ADJA

37^e congrès

(Dossier réalisé
par nos envoyés spéciaux
J.-Y. SPARFEL et E. CARROUBE)

une affaire de majorité

Le congrès de 1970 avait répondu à la question : ce que veut la CFDT ?... le socialisme autogestionnaire. Celui de 1973 : par quel syndicalisme ?... de classe et de masse. A Annecy, il y avait un nouvel enjeu : avec qui et comment ? En un mot : que fera la CFDT en cas de victoire de la gauche ?

La résolution d'orientation n'esquivaient pas ce problème et donnait le ton du congrès. Acceptée par 69,7 % des votants lors du dernier conseil national, elle rappelait que la CFDT n'adhère ni au modèle de la social-démocratie (« elle se contente dans la plupart des cas de gérer le système en abandonnant toute perspective de transformation en profondeur de la société », paragraphe 207), ni au modèle de l'URSS et des pays de l'Est (« ce système social s'avère incapable de dépasser le modèle de développement capitaliste en matière de type de production, d'organisation du travail et du commandement », paragraphe 208).

la gifle de Léon Blum

La résolution rappelle et précise les axes de la CFDT : appropriation sociale des moyens de production et planification démocratique. Elle représente un pas en avant par rapport aux objectifs fondamentaux puisqu'elle essaye de définir la stratégie de la CFDT pour atteindre le socialisme autogestionnaire. Les objectifs de transformation (paragraphe 248 à 255 de la résolution d'orientation) sont la charnière de cette stratégie qui vise à la fois à s'insérer dans une victoire politique de l'union des forces populaires et à assurer néanmoins l'indépendance active de la CFDT par le maintien du combat anticapitaliste et la distinction des tâches politiques et syndicales.

C'est de ce projet ambitieux et difficile qu'était saisi le 37^e congrès dans une conjoncture politique très particulière : l'offensive de la bourgeoisie française à travers une restructuration brutale de l'industrie et le renouveau électoral de l'union de la gauche. Les enjeux étaient donc situés.

Dans son intervention présentant le rapport d'activité, Edmond Maire les rappelait et y donnait déjà un début de réponse : « *Au total, nous attendons d'un gouvernement de gauche une autre attitude que celle de Léon Blum après la victoire du Front populaire en 1936, prenant le développement des grèves comme une gifle reçue à la figure* » disait-il, après avoir insisté sur l'autonomie syndicale de la CFDT, le rôle de la mobilisation sociale, la nécessité de combattre le capitalisme et d'arracher dès aujourd'hui des résultats dans les luttes sociales. Le consensus de la CFDT très large sur ces options se mesurait aux applaudissements qui accompagnaient cet exposé introductif.



Dans un tel cadre, comment pouvaient intervenir les congressistes réunis à Annecy ? La première possibilité : mieux définir la nature de la pratique et de l'action syndicale qui en découlent dans les deux ou trois années à venir. Deuxième possibilité : contester radicalement ces orientations et en définir d'autres. En fait, rien de tel ne s'est passé. Ce congrès a surtout révélé qu'il existait une homogénéité sur les grandes orientations, mais qu'on ne prend aucune déclaration d'intention ou aucune résolution, si bien écrite soit-elle, comme argent comptant quand il s'agit de les appliquer.

Pour ce qui est des grands objectifs : indépendance de la CFDT dans la perspective d'une victoire de la gauche en 1978, unité d'action avec la CGT, conception de l'union des forces populaires, condamnation du productivisme (la résolution action réclame simultanément la réduction progressive du temps de travail hebdomadaire à 35 heures, la cinquième semaine de congés payés, la suppression du salaire au rendement, la réduction des cadences), ce congrès est unanime et c'est important.

la soupe du PS

Comment, dès lors, expliquer que les votes n'aient pas été massifs sur la résolution d'orientation, sur le

rapport d'activité (pour lequel le bureau national demandait un quitus) ? Le rapport d'activité a recueilli 66,04 % des mandats (87 % au congrès de Nantes) et la résolution d'orientation 60 % (20 % d'abstentions et 20 % de contre). Selon nous, ces chiffres s'expliquent par la volonté de la majorité du bureau national de donner au congrès des objectifs internes : renforcer la cohésion de la centrale, mais aussi définir une majorité sur certains axes politiques. Si Edmond Maire a déclaré : « rien ne justifie un changement de cap de l'action de la CFDT dans les mois à venir », puis « nous ne voulons pas être les assistés d'une gauche au pouvoir qui penserait pour nous », il n'en demeure pas moins que certaines ambiguïtés de sa réponse aux intervenants sur le rapport d'activité ont conduit certains syndicats à s'abstenir sur le quitus demandé par le Bureau national.

En effet, la volonté politique d'assurer l'autonomie de la CFDT doit être saluée. Mais comment sera-t-elle appliquée ? Seule la façon dont elle se situe par rapport à l'union des forces populaires lui donne tout son sens. A cet égard les réponses d'Edmond Maire à ceux qui, parmi les intervenants, avaient stigmatisé l'opération des Assises pour le socialisme, mais aussi le risque de voir la CFDT s'engager trop nettement aux côtés du Parti socialiste, ont été



Photo ADJA/Christian WEISS

plus de l'ordre de la polémique que d'une réponse constructive. Comment peut-on, sans risques d'être mal compris, se permettre à un quart d'heure d'intervalle de dire : « la CFDT croit trop à son projet socialiste autogestionnaire pour en confier la réalisation à quiconque » et critiquer ensuite ceux qui se plaignent « depuis qu'il existe à nouveau un parti socialiste, que la soupe n'est pas bonne » ?

Parmi ceux qui trouvent la « soupe » du PS franchement sociale-démocrate, il n'y a pas que les « coucous révolutionnaires » accusés par Edmond Maire, de « venir pondre leurs œufs » dans le nid confédéral. Il ne suffit pas aujourd'hui, croyons-nous, de dire, à propos de l'arrivée de la gauche au pouvoir et des verrous constitutionnels de la V^e République : « C'est une raison de plus pour ne pas passer tout notre temps à imaginer des situations qui ne se produiront jamais, mais au contraire pour mobiliser sur des objectifs concrets que nous entendons bien, eux, voir, se réaliser. » Et d'ajouter : « d'abord et avant tout comptons sur nos propres forces, c'est le meilleur moyen de ne pas avoir de déception... ».

présent - futur

Régler ainsi les contradictions, qui pourraient naître lors de l'arrivée de la gauche au pouvoir, donne l'impression de contourner l'enjeu réel. C'est ce que certains congressistes ont retenu. Notamment ceux qui avaient rédigé la contribution au débat (1). Non homogènes sur la manière d'aborder certains problèmes de la transition, ils avaient pourtant tenté de poser des questions essentielles sur ce thème. Dans le débat sur les amendements fondamentaux à la résolution d'orientation, mais aussi dans les interventions sur le rapport d'activité, ils ont défendu ce point de vue. Peut-on, pour autant, les taxer de gauchistes verbeux, de théoriciens irresponsables ? Certes non. On peut donc regretter que l'amalgame ait été tenté.

Le débat a montré, en effet, que l'avancée collective de la CFDT mérite mieux que les exclusives contre tous ceux qui, chacun à leur manière, ne voient pas dans le Programme commun, la panacée. La CFDT, dans sa majorité, a réaffirmé à l'occasion de ce congrès son désaccord avec le Programme commun. Même ceux qui, à la CFDT, sont membres du CERES et le considèrent comme un point de départ minimal, un point de départ pour un gouvernement de gauche, ne se sont pas exprimés pour défendre une telle option. C'est un premier acquis de ce congrès. Il reflète bien aujourd'hui toutes les incertitudes du mouvement ouvrier français avant des échéances fondamentales. Il y a trois ans, il y a six ans, la CFDT avait fait éclater des coups de fusil dans le ciel des sérénités bien établies du mouvement syndical. Ce congrès de 1976 nous a parfois donné l'impression que le fusil tirait, aujourd'hui, dans les coins.

Mais, peut-être n'est-ce qu'une image ? En effet. Globalement, une avancée a été faite, notamment sur les objectifs revendicatifs, ce qui n'a pas toujours été remarqué à propos de ce congrès. Quand, après deux jours d'interventions sur la politique française, les congressistes se sont réunis pour dénoncer les conditions de travail dans le système capitaliste, nous avons découvert « d'autres congressistes » que ceux de la veille : précis dans l'évocation de l'aliénation et donc déterminés avant tout par les objectifs du combat. C'était cela aussi la majorité du congrès : celle qui montre, toutes tendances confondues, que la lutte de classes se conjugue aussi bien au présent qu'au futur. ■

(1) Rappelons que cinq fédérations (Hacuitex, Banques, PTT, Construction-Bois, Santé-Services sociaux) et une UR (Rhône-Alpes) avaient signé une contribution au débat. Ce texte de compromis, même s'il n'a pas été la référence constante de tous les opposants à la majorité, est apparu comme l'épine dorsale d'un mouvement de refus de la stratégie majoritaire d'Edmond Maire.

où sont passés les enjeux ?

Pierre Héritier, au nom de Rhône-Alpes les situait bien en disant : « La tentation sera grande de dire : laissons la gauche s'installer, on verra plus tard. Seulement, plus tard, cela risque d'être trop tard. » Le débat sur la résolution d'orientation aurait pu permettre de préciser, par exemple, si chacun entendait bien de la même manière les rapports de force dans la phase de transition, le rôle de l'armée et la manière de l'empêcher de bloquer le passage du socialisme, le rôle des travailleurs dans la prise du pouvoir, la nature de l'union des forces populaires.

Les amendements choisis par la commission des résolutions étaient partiels et très souvent trop minoritaires pour autoriser une discussion très constructive. Sur une résolution fleuve, quatorze amendements ont ainsi été retenus.

l'amalgame

Bien sûr, la synthèse est apparue parfois difficile entre les apports d'origines idéologiques diverses, mais pourquoi avoir organisé des oppositions caricaturales ? Pour mieux isoler les adversaires ? Cette façon de clarifier les bases de la majorité nous paraît dangereuse. D'un autre côté, J. Laot a accusé les « six » d'être une tendance et a pratiqué l'amalgame entre eux et les courants d'extrême gauche.

Certes, le rôle de « rassembleur » de la gauche syndicale apparaît clairement. Mais il ne s'agit pas d'une tendance organique qui vise à couper la CFDT en deux mais qui se propose une tâche d'impulsion du débat démocratique dans la confédération. Ce débat doit aussi exister avec ceux qu'Edmond Maire qualifiait de « coucous » (ce qui fut d'ailleurs l'occasion d'onomatopées ornithologiques et même d'une courte chanson quelque peu ironique pour l'auteur de la comparaison). Ils ont obtenu environ 20 % sur certains amendements.

On ne peut se cacher que bien des ambiguïtés subsistent parmi les « six ». Les éléments CERES ont parfois fait bande à part, refusant de voter les amendements sur l'armée et l'organisation des soldats (qui a obtenu 18,8 % des mandats) ou sur les comités de grève présentés par les banques (30,60 %). On ne peut non plus oublier que E. Le Beller a justifié dans son intervention, la participation de la CFDT aux Assises.

Les signataires de la contribution ont réussi à propos de l'amendement sur l'hégémonie de la classe ouvrière pendant la période de transition à obtenir 42 % des mandats, et cela malgré de très violentes attaques menées par la fédération Chimie. Ils ont posé de vrais problèmes. Un autre fait est significatif de cela : les élections au Bureau national.

Dans le collège des fédérations, C. Vernet, d'Hacuitex, a été élu en tête et G. Bégot, des banques, est passé de la 11^e à la 4^e position. Sur les six premiers élus des fédérations, cinq sont signataires de la contribution (*).

unité et diversité

D'aucuns interprètent ce fait comme la traduction d'une attitude plus homogène lors du vote des syndicats qui composent ces organisations. Ce n'est pas suffisant. Il semble aussi que le congrès a voulu rééquilibrer le bureau national.

La commission exécutive reste quasiment la même, si ce n'est l'entrée d'A. Mercier (FGM) au secteur action revendicative. Edmond

Déclaration par les sept ayant réco de co

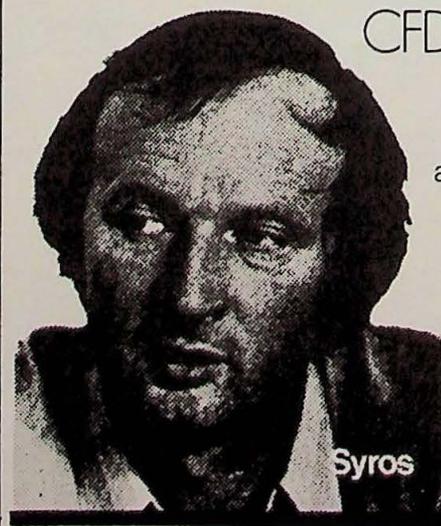
A la fin du 37^e congrès de la CFDT les sept organisations fédérales et régionales qui ont défendu le texte de contribution au débat élaboré par six fédérations et régions jugent indispensable d'apporter les clarifications suivantes afin de dénoncer tous les amalgames qui ont pu être entretenus à l'intérieur même du congrès.

En effet, il ne se reconnaissent pas en tant que structure dans les soi-disant courants anarchisants, trotskystes ou maoïstes. Les différents votes qui ont eu lieu en particulier sur le thème de l'hégémonie des travailleurs dans le cadre

Publicité

FRÉDO KRUMNOW

CFDT AU COEUR



« l'autogestion répond au besoin fondamental de responsabilité et de liberté chez les travailleurs ».
Frédo Krumnow

192 pages, 22 F

Syros

9 bis rue Boromée - 75015 Paris



Maire, lui, est réélu à l'unanimité, secrétaire général. Ce n'est donc pas la commission exécutive qui a été remise en cause dans ce congrès, ni ses orientations fondamentales. C'est surtout le débat interne qu'on a voulu plus clair. La présence des signataires de la contribution dans le bureau national, permettra-t-elle de le mener plus loin ? Ceci paraît lié d'une certaine façon aux divers mouvements de recomposition des forces de gauche et d'extrême-gauche au plan politique.

« Il faut que nous soyons unis, très majoritairement, dans la CFDT, si nous voulons peser au moment décisif d'un poids réel ». Cette nécessité affirmée par Edmond Maire conjointement avec la volonté de renforcer l'organisation a été nuancée par Gilbert Declercq dans son discours de clôture quand il a remarqué, pince-sans-rire : « unis dans la diversité ». Cette diversité dans l'unité reste une des conditions d'avancée, mais aussi d'efficacité de la CFDT face aux prochaines échéances. ■

(*) La fédération des Finances s'est, semble-t-il, jointe aux six à la fin du congrès. Elle était intervenue pour réclamer un effort de la CFDT dans l'analyse de l'appareil d'Etat.

à la presse organisations le texte buton

de la transition du socialisme soutenu par les signataires de la contribution a obtenu plus de 42 % des mandats.

Cependant en aucun cas, il n'y a volonté de couper l'organisation en deux. Pour nous, la cohésion de l'organisation passe par des débats démocratiques sur les problèmes concrets qui se posent aux travailleurs, problèmes débattus dans le cadre du congrès.

Fédération construction bois. Fédération PTT. Union régionale Rhône-Alpes. Fédération banques. Fédération santé-sociaux. Fédération Hacuïtex. Fédération finances. ■

gauchisme ? un mot à clarifier

Nous avons interviewé Georges Begot, secrétaire général de la fédération de la Banque, nouvellement élu au Bureau national de la CFDT, sur les enjeux et la signification politiques de ce congrès.

TS : Quel jugement global portes-tu sur l'apport du 37^e congrès ?

Georges Begot : Le 37^e congrès a été globalement positif, car il a permis à l'organisation de progresser. L'analyse de la crise est maintenant partagée par l'ensemble de l'organisation, d'autre part le débat sur la période de transition a pu enfin s'engager. Sur ce point précis, un certain nombre d'ambiguïtés subsistent.

Les objectifs de transformation restent des objectifs portant sur des moments différents de la construction du socialisme. Pour notre organisation, nous pensions qu'il s'agissait de définir une stratégie fixant des perspectives mobilisatrices et de rupture avec le capitalisme.

Mobilisatrices par la satisfaction des revendications prioritaires des travailleurs (SMIC, droits syndicaux, retraite à 60 ans...). De rupture, engageant, au travers de l'union des forces populaires, des acquis décisifs de conquête du pouvoir par les travailleurs (transformation de l'appareil d'Etat, nationalisation et socialisation des secteurs clés...) empêchant le retour de la bourgeoisie. Ces objectifs ne pouvant être réalisés que par une vaste mobilisation populaire. Ainsi, l'union des forces populaires prend toute sa signification.

Le congrès a aussi mis en évidence une question importante : c'est l'émergence de nouveaux pouvoirs, leur relation avec le pouvoir actuel et le rôle de la CFDT. C'est une question essentielle pour la marche vers l'autogestion et qui doit être encore approfondie.

Autre impression du congrès, c'est une certaine absence de débat sur les luttes en cours et qui ont été menées, non pas pour discourir sur les luttes mais pour en rechercher la coordination et le débouché politique. Mais aussi pour démontrer que l'action menée par les travailleurs

peut déboucher sur des acquis et remettre en cause la fatalité que veut faire accrédi-ter le patronat.

TS : Que penses-tu de l'intervention d'Edmond Maire sur la résolution générale et du contenu de celle-ci ?

G.B. : Malgré la vigueur de la réponse du secrétaire général sur le texte de contribution au débat, je pense que les vraies questions ont été posées et que celles-ci ont commencé à être prises en considération. D'ailleurs, la résolution générale a été nettement améliorée au fil des mois, bien qu'encore assez floue ; témoin le débat sur le rôle de la classe ouvrière, classe motrice dans le processus de transition.

Certains ont reproché la « politisation » du congrès. C'est un faux procès, car si la CFDT avait « oublié » le contexte politique, les perspectives importantes qui s'ouvrent pour les travailleurs entre ce congrès et le prochain et les responsabilités qui en découlent, cela eût été une grave lacune. Par ailleurs, dans la résolution « action », les objectifs essentiels, les revendications mobilisatrices et de lutte immédiate, ont été repris.

Quant au vote sur la résolution générale, acquis par 60 % des mandats, il reflète une ambiguïté sur de nombreux points, notamment les axes à donner aux objectifs significatifs, les nouvelles formes de structure, l'appareil d'Etat. Ceci fait que de nombreux syndicats se sont abstenus, ou ont voté contre cette résolution générale manifestant par là leur volonté de voir poursuivre le débat et d'améliorer les textes actuels.

TS : Comment interprètes-tu le résultat obtenu (30 %) par la proposition d'amendement sur les comités de grève que ta fédération a vigou- reusement défendue ?

G.B. : Il est vrai que la fédé Ban-

ques a une position de congrès favorable au comité de grève. La motion, dans sa dernière version présentée par le syndicat parisien des Banques, reflète cette position. Plus de 30 % des voix sur cette motion, c'est un progrès. Mais il me faut revenir sur quelques points qui ne semblent pas être compris par bon nombre de syndicats CFDT.

— Nous ne demandons pas, par principe et systématiquement, la création de comités de grève comme une recette miracle pour l'action. Nous sommes conscients des diversités de situation qui existent d'un secteur professionnel à l'autre.

— Nous ne préconisons absolument pas, comme certains voudraient le faire croire, la disparition du syndicat. Avant, pendant et après l'action, le syndicat reste bien la structure permanente d'organisation des travailleurs.

— Lors des grèves des banques, en 1974, il n'y a pas eu de comités de grève partout, loin s'en faut. Mais là où les travailleurs le souhaitaient, ou quand les conditions l'exigeaient (par exemple pour coordonner la lutte des agences dispersées dans la région parisienne), la CFDT a été favorable à la création de ces comités. Elle n'a pas pour cela disparu. Elle a été une force de proposition aux assemblées générales, notamment par la réunion régulière de sections syndicales. Elle est apparue comme l'élément dynamique de la lutte.

— Et puis la question que nous posons à l'organisation, est la suivante : est-il possible d'être favorable aux nouvelles formes de pouvoir dans la voie de passage au socialisme et d'être contre les comités de grève entendus comme des émanations des organisations syndicales, des assemblées générales des travailleurs. Ces comités favorisent l'expression et l'intervention active des travailleurs.

Sur ces bases nous espérons que le débat se poursuivra dans l'organisation afin que puissent s'exprimer à la fois le rôle constant du syndicat, organisation essentielle des travailleurs, et leur expression collective.

TS : Quelle analyse fais-tu du vote sur la désignation du nouveau Bureau national et notamment le fait que tu sois arrivé en quatrième position dans le collège des fédérations ?

G.B. : Je dois dire que nous avons été surpris du résultat. Il est dû à la conjugaison de nombreux éléments. Les plus importants étant, à notre avis, et sans ordre préféren-



Photo ADJA/Christian WEISS

tiel : le texte de contribution au débat qui a permis à notre organisation de préciser nos positions à de nombreux syndicats ; la reconnaissance, par des organisations en désaccord avec nos positions, de l'importance stratégique du secteur bancaire ; les luttes menées dans les banques et la présence plus importante des syndicats de banques dans l'action interprofessionnelle ; la progression de notre organisation due à la part prise dans l'action ; le vote a aussi exprimé un décalage avec celui du conseil national. Il faut y voir une certaine signification dans la mesure où, à notre avis, il exprime un accord d'une majorité du congrès sur la contribution apportée par les six signataires, posant les vraies questions pour les trois ans à venir.

TS : Tu as été accusé (avec d'autres signataires de la contribution), par la

presse et la radio, d'être un des nouveaux « gauchistes » du bureau national, peux-tu répondre ?

G.B. : Sur les interprétations lancées par une certaine presse : des « gauchistes » entrent au Bureau national, quelle meilleure réponse pouvons-nous leur apporter que de leur recommander de lire le texte de la contribution. Et qu'ils nous disent, ensuite, en quoi ils relèvent du « gauchisme ». D'autre part, si être « gauchiste » c'est lutter pour que les travailleurs arrivent au pouvoir, qu'ils puissent prendre en charge leur destin, en un mot qu'ils créent les conditions pour aller au socialisme autogestionnaire... eh bien ! oui, nous le sommes !

C'est aussi la conception du mot « gauchiste », employé à tort et à travers, qu'il faudrait clarifier. ■

les amendements clés

* **Sur l'hégémonie de la classe ouvrière dans la phase de transition :** cet amendement a recueilli 42,07 % des mandats ; 53,73 % contre ; 4 % : d'abstentions) :

En attendant que soient réunies les conditions d'une société sans classes, le socialisme autogestionnaire est d'abord une société dans laquelle la transformation des rapports de production et des rapports sociaux permet aux travailleurs d'exercer pleinement leurs responsabilités au niveau des entreprises comme au niveau de l'ensemble du système social.

Les travailleurs constitueront la classe motrice dans la construction et le fonctionnement d'une société socialiste autogestionnaire. Cette situation de classe hégémonique s'impose du fait de l'héritage du capitalisme et notamment de la survi-

vance des classes et couches sociales. Elle se traduira en particulier dans la capacité des travailleurs à substituer leurs propres valeurs, leur propre idéologie à celle des capitalistes, et de les faire partager à la majorité du peuple.

Les travailleurs à travers leurs luttes ont déjà fait la preuve qu'ils pouvaient exercer ces responsabilités. Cette capacité est fondée sur toute l'expérience acquise à travers la lutte de classe et capitalisée par les organisations de masse et de classe qu'ils se sont données.

Une remise en cause radicale de la division capitaliste du travail s'avère nécessaire pour créer les conditions qui permettront aux travailleurs d'exercer leur rôle. Elle passe notamment par la lutte contre la séparation entre travail manuel et travail

intellectuel, contre la multiplication des catégories et la hiérarchie qui en découle, contre l'appareil idéologique qui reproduit et renforce cette division (en particulier à travers le système d'enseignement). ■

Ci-dessous, un extrait de l'intervention de B. Gerland au nom de dix-huits syndicats Ain-Drôme-Loire (région Rhône-Alpes) qui a présenté cet amendement :

« La victoire politique que nous souhaitons tous, et qui est maintenant à la portée de nos mains, n'effacera pas cette division sociale du travail, d'un coup de baguette magique.

• Si nous voulons véritablement inverser le rapport de classes en faveur des travailleurs,

• Si nous voulons que la victoire politique de la gauche soit transformée durablement et de manière décisive au profit des travailleurs,

• Si nous pensons que les luttes des travailleurs sont les seules susceptibles de permettre la pleine réalisation des aspirations de différentes couches sociales,

• Si nous voulons que le processus ne se trouve pas, de fait, confisqué, accaparé, par d'autres couches (libérales, technocrates, ceux qui ont la compétence, le savoir),

• Si nous voulons éviter tout risque de récupération par des fractions de la bourgeoisie qui survivront encore pendant la phase de transition (la bourgeoisie ne disparaîtra pas du jour au lendemain, donc la lutte de classes demeurera),

• Si nous voulons que le pouvoir basé sur le savoir de quelques-uns ne vienne pas remplacer le pouvoir basé sur l'argent d'une minorité, **ALORS OUI, LES TRAVAILLEURS QUI SUBISSENT DE FAIT L'EXPLOITATION SONT ET DOIVENT ÊTRE LA FORCE HEGEMONIQUE**

Ils le sont et doivent l'être, en ce sens :

— qu'ils sont, à travers leurs luttes et les capacités qu'ils y acquièrent, malgré cette division sociale du travail, le moteur des transformations et, à l'initiative de ces transformations, la force déterminante de proposition ;

— qu'ils doivent et devront substituer à la mystification organisée par la classe bourgeoise leurs capacités de promouvoir les intérêts et les valeurs de tous ceux qui sont aujourd'hui réduits à se soumettre ;

— qu'ils devront, peu à peu, conquérir et transformer les entreprises et l'Etat, acquérir collectivement la compétence pour substituer la gestion collective des travailleurs.

Ainsi, le socialisme autogestionnaire n'est plus seulement une idée du domaine idéologique ; mais les travailleurs en créeront les conditions pour que le socialisme autogestionnaire devienne une réalité concrète. ■

* **Sur les comités de grève :** cet amendement a recueilli 30,60 % des mandats ; 65,04 % contre ; 4,36 % d'abstentions :

« C'est par la lutte de classe et de masse que se réalisera la transformation démocratique et socialiste de la société, quelle que soit la forme que prendra la conquête du pouvoir et les actions que nécessite sa défense.

Ceci implique pour la CFDT la mise en œuvre d'une pratique démocratique : d'une part, par un effort permanent de syndicalisation pour accroître le nombre des travailleurs actifs et responsables dans les syndicats ; d'autre part, par la recherche de formes d'action s'attachant à rendre l'ensemble des travailleurs actifs dans l'élaboration et la conduite de leurs luttes :

— assemblée générale, souveraine lorsqu'elle est représentative et préparée démocratiquement ;

— comité de grève dont la CFDT pourra proposer l'élection en assemblée générale lorsque cela renforcera le mouvement ;

— commissions permettant d'assurer les différentes tâches de la lutte.

Il est essentiel lorsque ces formes de luttes sont adoptées que la section syndicale ne se dissolve pas dans l'action tout en participant à la prise en charge collective des conflits, elle gardera son autonomie d'analyse et de proposition et elle renforcera par la présence active de ses adhérents et par sa pratique démocratique quotidienne la réalisation de l'autogestion des luttes qui annonce le pouvoir des travailleurs de demain. » ■

Ci-dessous un extrait de l'intervention de A. Chesnel (Banques-Paris) au nom de trente syndicats représentant différentes régions et secteurs dont l'horlogerie de Besançon.

« Camarades, les luttes sociales sont bien le moteur de la construction de la société autogestionnaire. Mais, la conception que nous avons de l'autogestion implique une certaine pratique démocratique dans la conduite des luttes — pratique qui permet effectivement aux travailleurs de contrôler leur grève de bout en bout.

Assemblée générale, comité de grève, commissions... sont des moyens concrets, parmi d'autres, pour réaliser cette pratique et non une recette miracle qui tendrait à vouloir supprimer le rôle du syndicat.

Nous disons :

Le syndicat doit être le moteur de cette pratique démocratique de lutte.

Et nous le répétons pour que cela soit bien clair ; il n'est pas question pour nous de systématiser un modèle.

Camarades,

On ne peut pas être à la fois pour le pouvoir de décision des travailleurs au sein des conseils ouvriers et populaire et refuser en même temps cette pratique.

OUI ! Camarades, c'est bien dans les luttes d'aujourd'hui que nous préparons et construisons la société de demain. »

PSU Documentation

N° 108/109. Prix 4 F

LES RAPPORTS PARTIS-SYNDICATS

En vente aux Editions SYROS,
9, rue Borromée - 75015 PARIS

et pourtant elle tourne...

Israël : pour qui sonne le glas ?

De notre envoyé spécial

Tandis qu'au Liban la liberté d'action de la Résistance palestinienne, menacée par la droite et — d'une autre façon — par la Syrie, constitue un des enjeux principaux de la lutte, en Israël et dans les territoires occupés, le gouvernement Rabin se trouve confronté à la volonté clairement exprimée des Palestiniens d'en finir avec le régime inégalitaire et oppressif qui leur est imposé depuis si longtemps : à tel point qu'il est devenu indéniable même pour le pouvoir sioniste que les Arabes « de l'intérieur » se reconnaissent dans l'OLP.

Depuis plusieurs mois, la droite israélienne tente régulièrement de mettre à profit la crise économique et la faiblesse du gouvernement Rabin pour frapper de grands coups dans l'opinion publique et faire apparaître une politique de « fermeté » — c'est-à-dire d'expansionnisme clairement assumé — comme seule solution pour le pays. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre les provocations organisées par l'extrême droite religieuse ; dernier épisode en date : la semaine de Pâques, le Goush Emounim (Bloc de la Foi) appelait à une marche des Juifs religieux, suivie par des milliers de participants, de Bethel à Jéricho, en Cisjordanie occupée. Sous l'apparence de manifestations « religieuses », il s'agit pour la droite d'apporter un appui militant à la colonisation sauvage dans les territoires occupés.

une politique mi-chèvre, mi-chou

L'ensemble de la population arabe, en particulier la jeunesse scolarisée, a chaque fois riposté vigoureusement par des grèves et des contre-manifs, exprimant ainsi son refus de la politique sioniste d'expropriation des terres arabes au profit des colons juifs. Le 30 mars, « journée de la terre », la grève générale des Arabes, à l'appel en particulier du parti communiste (Rakah), a été un grand succès. Mais chaque fois, et encore ces jours-ci, ces mouvements de protestation se heurtent à une répression sanglante : 6 morts en Galilée le 30 mars, 3 morts fin avril à Ramallah... Le gouvernement israélien, incapable de s'opposer à la

colonisation sauvage, ne craint pas de faire tirer sur la population arabe.

Les aspirations des Arabes d'Israël et des territoires occupés se sont pourtant exprimées sans équivoque possible lors des récentes élections : d'abord à Nazareth, première ville arabe d'Israël (élection d'un maire communiste), puis aux élections municipales du 12 avril en Cisjordanie. Le gouvernement Rabin avait organisé ces élections dans l'espoir d'une victoire des Arabes « modérés » (c'est-à-dire des vieux notables du régime jordanien) avec lesquels il aurait été possible de s'entendre pour octroyer aux territoires occupés un statut d'autonomie administrative : beau moyen de perpétuer l'occupation. Las ! les Palestiniens de Cisjordanie ont voté massivement (72 % de participants malgré les consignes d'abstention du Front de refus) pour les candidats « radicaux », balayant les notables en place : le FNP, organe clandestin de l'OLP dans les territoires occupés, sort vainqueur de ces élections.

Le pouvoir sioniste paie ainsi le prix d'une politique mi-chèvre mi-chou dont le seul caractère constant a été de nier la réalité nationale palestinienne. Les bienfaits apportés à l'agriculture cisjordanienne par une poignée d'agronomes israéliens ne pèsent pas lourd, comparés aux arrestations et aux expulsions d'« extrémistes », aux destructions de villages (1), aux colonies sauvages installées par les extrémistes juifs avec l'appui tacite du gouvernement. Globalement, Israël utilise depuis neuf ans la Cisjordanie et Gaza comme réservoirs d'une main-d'œuvre à bon marché qu'on déracine pour l'envoyer travailler dans les grandes villes israéliennes, et comme marché pour les excédents

de la production israélienne ; il n'y a pas de contrepartie, c'est-à-dire que les exportations cisjordanaises vers Israël sont inexistantes (2). C'est dans ce contexte qu'il faut placer la récente démission du conseil municipal de Gaza (territoire occupé), qui exige quatre millions de dollars pour promouvoir le développement de cette ville que le pouvoir sioniste maintient dans la misère, alors qu'il dépense sans compter pour les villes réservées aux nouveaux immigrants juifs.

C'est cette politique coloniale, au sens le plus précis du terme, que le gouvernement entendait faire gérer par les Arabes eux-mêmes, dans le cadre de l'autonomie administrative des territoires occupés. La réponse n'a pas tardé, les nouveaux élus déclarant qu'ils s'opposeraient à toute tentative de légitimer et de perpétuer l'occupation par un système d'autonomie et que toute solution concernant le statut des territoires devrait être discutée avec l'OLP.

Cette situation, envisagée dans son ensemble, peut renforcer les positions de la gauche sioniste et des Juifs antisionistes : depuis les élections, toute une partie de la presse israélienne pressent que les élus de Cisjordanie constituent à la fois un bloc d'interlocuteurs qu'il ne sera pas possible d'ignorer et un biais vraisemblable pour des contacts avec l'OLP. Contre les provocations de la droite, les réactions ne manquent pas : le ministre des Affaires étrangères, Y. Allon, homme lige des Américains, exige qu'on limite la colonisation de la Cisjordanie à ce qui est « nécessaire militairement », prélude à l'annexion d'un tiers du territoire, le reste pouvant être laissé à un éventuel Etat palestinien. Par contre, le Mapam (parti socialiste) et ses représentants au gouvernement s'opposent à toute colonisation et aux réquisitions de terres et leurs positions rencontrent un écho de masse certain parmi les Juifs israéliens. La gauche sioniste sent bien que les événements récents sont l'expression d'un mouvement de masse palestinien désormais irrésistible.

un alibi traditionnel

Mais les éléments de blocage ne manquent pas. La droite fait l'analyse suivante : les résultats des élections montrent la nécessité de garder la Cisjordanie ; mieux vaut, en effet, un « ennemi intérieur » qu'on peut réprimer poliquement, plutôt qu'un ennemi extérieur qu'il faudrait (?) affronter militairement. A cette théorie correspondent la pratique de l'incitation à la colonisation sauvage, les provocations, etc. La droite israélienne s'y entend à merveille pour jouer à la fois sur le mythe de « l'esprit pionnier » (on s'efforce d'inculquer aux jeunes la nostalgie des réalisations des premiers colons sionistes) et sur les réflexes de peur des masses israéliennes,



Photo AFP

nes, y compris dans la classe la plus exploitée, et cela n'est pas à prendre à la légère : tant de Juifs israéliens croient encore que l'OLP veut rejeter

Dernière heure L'INVASION SYRIENNE

L'étau se referme sur la résistance palestinienne au Liban.

La pénétration de nouvelles troupes syriennes au Liban — qui se transforme en véritable invasion — vise à désarmer, c'est-à-dire à réduire à l'impuissance les milices progressistes libanaises et les résistants palestiniens. La Syrie paraît avoir choisi définitivement son camp : celui de l'impérialisme. Ce plan de liquidation du refuge de la résistance palestinienne avait déjà plusieurs points d'appui. Israël, puis la Jordanie, ensuite l'Egypte, enfin la droite libanaise. Aujourd'hui l'armée syrienne fait le sale boulot que se proposait d'effectuer Giscard. Désormais le gouvernement traître de Syrie, ainsi que les autres gouvernements réactionnaires arabes, devront s'affronter avec leurs peuples qui n'admettent pas cet étouffement de leurs frères palestiniens et libanais. Ces nouvelles données mettent la résistance palestinienne devant de redoutables échéances : la consolidation des succès remportés par la résistance dans les territoires occupés n'en acquièrent que plus d'importance pour l'avenir du peuple palestinien.

les Juifs à la mer, voire les massacrer !

A cet égard, les prises de position récentes de l'OLP confirment que les dirigeants palestiniens prennent en compte cet aspect psychologique de la question israélo-palestinienne, puisqu'ils insistent sur leur respect

de l'identité des Juifs israéliens et sur leur désir de voir coexister Israël et un Etat palestinien. Mais deux faits récents montrent que ces déclarations d'intention ne recouvrent pas exactement l'état d'esprit de la Résistance et des masses arabes dans leur totalité : fin avril, le maire arabe (proche de l'OLP) de Ramallah (Cisjordanie) déclare qu'à son avis il sera toujours impossible aux Arabes de coexister avec les Juifs, car ces derniers détestent toute l'humanité à l'exception d'eux-mêmes : on regrette de retrouver là l'alibi traditionnel de l'antisémitisme de toutes les époques ; aussitôt, la télévision israélienne se fait une joie de diffuser cette déclaration et la droite jubile de ce secours inattendu apporté à ses thèses sur le « fanatisme » de l'OLP. Plus récemment, début mai, le FDPLP riposte par un attentat à l'interdiction d'une manif : voiture piégée dans une rue de la Jérusalem juive, trente blessés parmi les passants : il est clair qu'un attentat de ce type ne peut qu'apporter de l'eau au moulin de la propagande de la droite et susciter des réactions racistes/fascistes de la part de nombreux Juifs.

C'est dire que le ressentiment d'une partie des Palestiniens contre les Juifs israéliens est parfois assez vivace pour faire passer au second plan les intérêts politiques de la Résistance dans sa lutte contre le sionisme. Le problème existe et ne sera pas résolu à court terme, ni par de simples appels incantatoires à la solidarité judéo-arabe ; il est cependant de la responsabilité des organisations palestiniennes de lutter politiquement contre cette situation et non de s'appuyer sur elle.

Parallèlement, du côté israélien, le rôle des mouvements d'extrême gauche, des groupes humanitaires tels que la Ligue israélienne des droits de l'homme, et de certaines « colombes » de la gauche sioniste, est aujourd'hui, plus que jamais, de faire connaître les positions réelles de l'OLP, de dénoncer toutes les violations des droits élémentaires des Arabes, de montrer qu'aucun gouvernement sioniste n'est à même de mener une politique conforme aux intérêts des Arabes, même s'il le voulait.

La création d'un Etat palestinien indépendant en Cisjordanie et à Gaza, première étape vers la constitution d'une Palestine socialiste binationale, est maintenant un projet que tous les Palestiniens ont exprimé comme étant le leur, et qui peut devenir crédible pour les masses israéliennes. Pour y parvenir, la marge de manœuvre est étroite, pour l'OLP comme pour la gauche israélienne véritable qui peut commencer à se structurer dans la situation présente.

François VILLENEUVE ■

(1) Cf. le livre d'I. Shahak : Le racisme de l'Etat d'Israël. (Authier édit.)

(2) Sur toute cette question, cf. l'article de Jamil Hillaal dans le n° 2 de la revue Khamsin (Maspero édit.).

Fraga la torture

« Celui qui ne sait pas est un imbécile. Mais celui qui sait et ne dit rien est un criminel. »

Bertolt Brecht.

La presse internationale est remplie d'articles commentant les efforts de libéralisation de Juan Carlos et des ministres Fraga Iribarne et de Areilza. Dans le cadre d'un dossier nous ferons très prochainement le point de la situation en Espagne.

Mais aujourd'hui, ce qu'il nous faut dire et même crier, c'est que la torture a repris de plus belle dans les commissariats et les prisons d'Espagne, et avec un acharnement particulier en Pays basque. Tous les témoignages des avocats, des prisonniers et de leurs familles concordent. C'est pour cela qu'il faut mener inlassablement campagne contre les tortionnaires.

Les témoignages recueillis par Askatasuna (1) sont horribles dans leur nudité. Ils permettent d'éclairer

de révolte de l'esprit de la personne torturée... Méthode de gouvernement sinon « d'organisation » de la société, la torture prend cette fois l'aspect d'un système de terreur analogue aux pratiques de l'Inquisition.

toutes les méthodes

En ce qui concerne les méthodes, elles sont de plus en plus raffinées et abjectes. Pour les tortionnaires, il s'agit bien évidemment d'extorquer des aveux, mais aussi d'humilier les personnes interrogées par des traitements inhumains et dégradants. Tout l'arsenal des tortures de la Gestapo a été repris et perfectionné. Elles ont toutes des noms de sinistre mémoire : les petits cailloux, la pen-

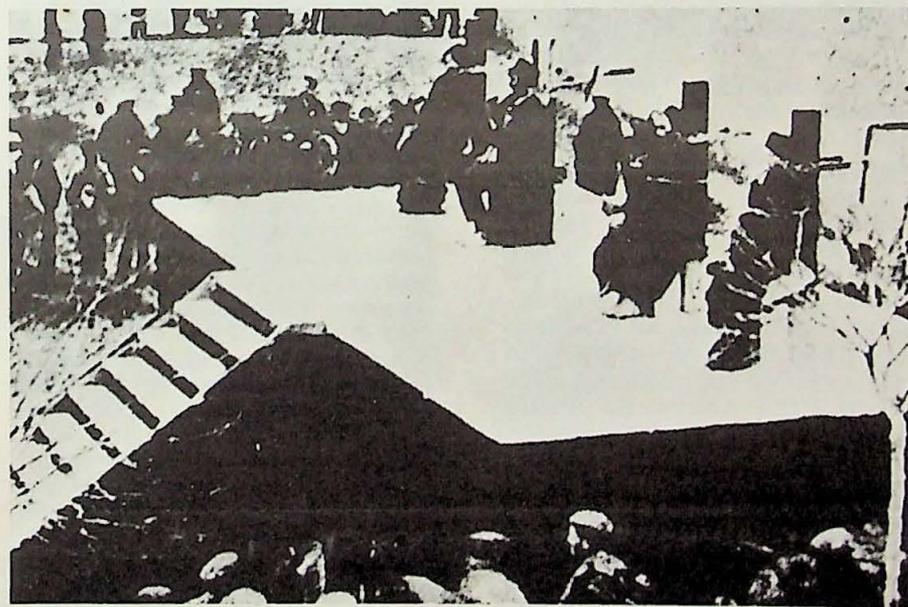


photo AFP.

la double fonction que police et garde civile assignent à la torture qui s'applique à toutes les personnes suspectes d'activités politiques, ou simplement « coupables » d'avoir pour parent un prisonnier politique, un militant recherché, ou un réfugié politique.

Utilisée méthodiquement, scientifiquement, la torture a pour objet de :

— faire avouer par tous les moyens la personne « interrogée », même si elle n'a pas commis les faits qui lui sont reprochés. Il s'agit de trouver un coupable : les tortionnaires doivent bien justifier, d'une manière ou d'une autre, de leur « utilité sociale »...

— intimider les personnes suspectes de sympathiser avec telle ou telle organisation politique et susceptibles, par conséquent, de devenir un jour des militants actifs... Dans ce cas, il s'agit de chasser toute velléité

daison, la chaise, la baignoire, le tire-ongle, la scie, le tabouret, la balançoire... Insupportable litanie.

Or, ces tortures sont ou suscitées ou couvertes par les autorités, et très concrètement par le ministre de l'Intérieur, Fraga Iribarne, le très cher ami de Michel Poniatowski qui a eu à plusieurs reprises des entretiens avec lui. Ils ont traité des problèmes des réfugiés politiques basques. On connaît la suite. Des évadés des prisons d'Espagne ont demandé asile en France. On les a conduits à l'Île d'Yeu.

Comme cela, ils ne pourront pas dire tout ce qu'ils ont subi. Comme cela, Giscard pourra amicalement téléphoner à Juan Carlos. Mieux, aller paisiblement dîner dans un village basque qui, oubliant ses frères dans le malheur, a cru bon de lui jouer du txistu et de danser le fandango. Je les renvoie tous à Bertolt Brecht.

Marc ECHEVERRY ■

témoignages de tortures

« La douleur, une terrible douleur ininterrompue... Pas une minute de répit, et quand ils ne frappaient pas, la crainte obsédante des coups... »

« Le corps est brisé, de la racine des cheveux à la plante des pieds. Chaque mouvement est une torture supplémentaire. Les muscles, les tendons, les nerfs restent engourdis par la douleur [...]. »

« La lucidité s'en va. Une espèce de brouillard vous envahit. Les minutes sont des heures, les heures des jours, et les jours sont sans fin. Par-dessus tout, ils vous convainquent que vous ne sortirez jamais sans avoir avoué au préalable... Et les camarades, auront-ils parlé ? »

« Tout est horrible, horrible... horrible »

Une personne torturée par la garde civile ■

« Ils m'ont bourré de coups de poing et de gifles. A peine pouvais-je ouvrir la bouche après être passé entre leurs mains. »

« Ils m'ont mis les menottes, et l'un d'eux s'est mis debout sur la chaîne tendue en pesant de toutes ses forces[...] »

« Mais le pire fut d'être attaché sur une chaise pendant trois jours et trois nuits, sans dormir. Quand ils m'autorisaient à me lever, je ne pouvais ni marcher, ni me tenir droit. Je perdais connaissance à tout instant ».

Une personne « interrogée » pendant 24 jours ■

« Ils ont voulu me faire le coup de la fuite. Ils m'ont mis la mitraillette sur la gorge en m'ordonnant de courir. « De toute façon, nous allons te tuer », ont-ils ajouté. Mes nerfs ont craqué et... »

Une personne « interrogée » pendant 26 jours par la Brigade « sociale » de St-Sébastien. ■

« Des coups sur la tête, les reins, les jambes, la plante des pieds, le cou, la nuque, les oreilles, la face, les testicules... Toutes sortes de coups : avec le plat de la main, le côté de la main, le poing... »

Une personne « interrogée » pendant 10 jours par la Brigade « sociale » de Bilbao ■

[...] *« Quand Escobar s'est fatigué, il m'a pris, une main par devant et l'autre derrière, en me serrant sur la pomme d'Adam jusqu'à l'asphyxie. J'ai perdu connaissance à trois reprises... »*

« Ils m'ont donné toutes sortes de coups. Puis l'un d'eux s'est mis debout sur les menottes. Les autres retenaient la chaise sur laquelle j'étais assis. »

« Escobar posait les questions... Ainsi jusqu'à 9 heures du soir. A plusieurs reprises, j'ai perdu connaissance. Pour me faire reprendre mes esprits, ils me mettaient de la glace sur la tête. »

Une personne « interrogée » pendant 15 jours par la BIS (Brigade d'investigation sociale) ■

(1) Askatasuna : Comité de solidarité avec la lutte du peuple basque, 24, quai Maurice-Ravel, 64500 Ciboure.

à Nairobi, pas de nouvel ordre économique

Finie la comédie. A Nairobi, le rideau est tombé sur la quatrième session de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement qui s'y est tenue pendant un mois.

L'objectif était, ni plus ni moins, de jeter les bases d'un « nouvel ordre économique mondial ». Les résultats n'ont pas été à la hauteur...

On a pourtant sauvé la face : après 48 heures de prolongation, les 153 pays représentés par près de 3 000 délégués se sont arrêtés dimanche à un compromis arraché de justesse.

Il a fallu deux semaines de discours et d'incantations (Kissinger à la tribune : « Des actions, pas de slogans..., des résultats, pas de rhétorique ! »), de magouilles procédurières, dans un hall encadré des bâtiments de la Shell, de BP, de Fiat et autres multinationales, pour que le débat finisse par s'engager.

D'un côté, les pauvres de ce monde : le « groupe des 77 » qui rassemble en fait les 112 pays dits en voie de développement... En dépit de leurs divisions, de leurs oppositions de régime, de leurs différences de ressources et de niveau économique, voire de leurs conflits d'intérêt (par exemple, entre les plus démunis et les producteurs du pétrole), ils ont su présenter un front relativement uni autour de la « Charte de Manille ». Ce document, mis au point en février, reprend sous forme de programme intégré un ensemble de propositions et de revendications essentielles élaborées par le secrétariat de la CNUCED. Les points principaux sont les suivants :

— D'abord, réforme des marchés, stabilisation des prix des matières premières par la création *a priori* d'un fonds commun de 3 milliards de dollars. Cet organisme international, financé par les producteurs et les acheteurs, permettrait de constituer des « stocks » pour les produits de base les plus sensibles aux fluctuations et, ainsi, d'en régulariser les cours sur le marché : quand les prix tomberaient en dessous d'un certain seuil ou, au contraire, quand ils dépasseraient un certain plafond, le « fonds » s'en porterait acquéreur.

dix-huit produits retenus

Dix-huit produits dont les conditions de commercialisation doivent être stabilisées ont été retenus par les « 77 ». Parmi eux : le café, le cacao, le sucre, la jute, le coton, le caoutchouc, le cuivre, l'étain, le fer... La formule, notons-le, rendrait moins facile l'asphyxie d'un pays producteur par une intervention sur le marché ou le simple jeu du « libéralisme économique ».

Par ailleurs, des mécanismes seraient mis en place pour que le prix des matières premières puisse suivre ou compenser la hausse des produits manufacturés ou des biens d'équipement vendus par les pays industrialisés.

— Et puis, le tiers monde demande avec insistance la révision radicale des dettes contractées auprès de l'Occident — tribut inique de son exploitation, signe le plus évident de son pillage qui se chiffre aujourd'hui à 130 milliards de dollars — d'une part moratoire, ou l'annulation pure et simple de l'endettement public d'Etat à Etat, issu du pacte colonial. D'autre part, demander des délais de paiement pour les dettes privées.

donnant, donnant

A ces exigences, le monde capitaliste a répondu en ordre dispersé, à coups de contre propositions diverses qui ont bien failli dimanche amener la conférence à la rupture. Kissinger proposait la création d'une banque internationale des ressources, destinée surtout à garantir les capitaux investis dans le tiers monde et à maintenir à bas niveau les prix des matières premières. Le Japon, l'Allemagne de l'Ouest, la Grande-Bretagne, ont pris des positions voisines. Quant à la dette, pas question d'en discuter...

La France, elle, par Fourcade et Poncet interposés, s'est voulue originale, initiatrice d'une « troisième voie » : celle des négociations d'accords au coup par coup entre consommateurs et producteurs, comme des remises ou des aménagements de dettes de pays à pays. Ces procédures du « donnant donnant », qui permettent bien des concessions réciproques, qui évitent les confrontations de bloc à bloc et les grands bouleversements, en disent long sur le nouvel ordre économique prôné par Giscard...

Seuls les pays scandinaves et la Hollande — avec la Chine populaire ! — ont adopté d'emblée l'approche intégrée des « 77 » et se sont déclarés prêts à participer à un fonds

commun de stabilisation des matières premières.

Ce qui rend encore plus paradoxale ou révélatrice, l'attitude des pays « socialistes » rassemblés derrière l'URSS. Comme s'ils n'étaient pas directement concernés, ils ont assisté en spectateurs, en toute bonne conscience, au combat des représentants du tiers monde (qui, en l'occurrence, n'a jamais mieux mérité cette appellation) et de ceux des pays industrialisés capitalistes. On s'est contenté de rappeler les principes fondamentaux de justice et de solidarité (pas même « prolétarienne »).

safari de week-end

Sans faire allusion au fonds commun proposé par la Charte de Manille, le groupe soviétique et d'Europe orientale a esquissé un vaste projet de planification à long terme du marché des produits de base, dont « le mécanisme a été constitué à l'époque coloniale et ne correspond plus aux conditions existant aujourd'hui... ».

« L'expansion du commerce et des relations économiques est-ouest, peut-on lire dans le document présenté, devrait avoir un effet favorable sur le commerce des pays en voie de développement... ». Des phrases de ce genre ont été accueillies avec scepticisme, sinon amertume, par maints délégués du tiers monde qui, en outre, savent que les pays de l'Est ne font pas de cadeaux

et exigent la réciprocité dans les contrats. De même, il n'y a pas à attendre d'augmentations sensibles de la part de ces derniers, dans les achats de matières premières ou de produits manufacturés en provenance des nations pauvres.

Alors : dialogue de sourds, joutes oratoires, palabres de couloirs, safaris de week-end... La partie s'est finalement jouée à l'hôtel Hilton entre une douzaine de « grands » de ce monde (Jean-François Poncet, pas mécontent ma foi, en était...).

Sur les deux questions centrales, les dispositions adoptées par la CNUCED quatre sont prudentes :

— matières premières : un programme prévoyant l'étude, puis la négociation d'accords individuels sur les produits de base devant aboutir à la création d'un fonds commun.

Cependant, les Américains et les Allemands ont ajouté aussitôt qu'ils examineraient la décision d'engager ou non des négociations après la tenue de réunions préparatoires...

— dettes : un forum, qui sera sans doute la conférence nord-sud de Paris, étudiera la situation des pays les moins développés. Les cas particuliers seront traités de manière souple...

Bref on va d'abord négocier pour savoir si on va négocier... ou autrement dit : « à partir de dorénavant, tout se passera comme désormais » — ou presque...

René LANARCHE ■



un crime contre l'Afrique

De quoi être fiers ! La France vient de « raffler » aux Américains le « contrat du siècle ». Le patronat jubile : « Framatome en Afrique du Sud, ou la preuve de la maturité du nucléaire français » (*Les Echos*, 31.5.1976). Et il l'explique fort bien : le projet américano-hollandais présentait l'inconvénient majeur de provoquer des remous politiques aux Pays-Bas, où le Parti socialiste menaçait de se retirer de la coalition, et aux Etats-Unis où se développait une campagne hostile. « A Paris, en revanche, continuent *Les Echos*, ce fut le calme total. Prétoria a donc choisi la tranquillité. »

Les Sud-Africains se sont-ils trompés ? Les jours qui viennent le diront, et nous espérons que la réaction sera à la mesure de la responsabilité gigantesque que vient de prendre le gouvernement français.

Les travailleurs français ne se laisseront certes pas prendre à l'odieuse chantage à l'emploi que développent le gouvernement et le patronat, arguant du fait que ce contrat fournira 30 000 emplois. Pour un gouvernement qui organise le chômage, merci !

Le choix de la France par l'Afrique du Sud s'explique aussi pour cette raison capitale : la France ne s'engage pas à contrôler l'utilisation qui pourra être faite des résidus. Or, les réacteurs permettront de fournir annuellement, dans les années 80, 500 kg de plutonium, c'est-à-dire, de quoi fabriquer une centaine de bombes A, type Hiroshima, ou le détonateur d'une bombe thermo-nucléaire.

Il faut souligner, enfin, que, comme le précisait le Dr Verwoerd en 1965, l'usage militaire de l'uranium est au premier plan des projets sud-africains dans ce domaine, l'aspect économique ne venait s'y adjoindre que d'une façon tout à fait accessoire (dans la mesure où il serait tout simplement absurde de ne pas profiter des retombées économiques d'un projet militaire). Précisons d'ailleurs que, sur un plan strictement économique, l'Afrique du Sud n'a aucun besoin d'énergie nucléaire : dans une publicité publiée par le journal *Die Velt* (14.4.1971), le conseiller économique de l'ambassade sud-africaine en Allemagne de l'Ouest déclarait en substance : « Nous possédons suffisamment de charbon pour nous alimenter en énergie durant 1 000 ans », et il précisait que le prix en était ridiculement bas (3 dollars la tonne contre 9 dollars aux Etats-Unis ou 60 en Allemagne de l'Ouest par exemple).

Il faut dénoncer vigoureusement la responsabilité criminelle endossée par le gouvernement et le patronat français.

Contrairement aux allégations réitérées du gouvernement français selon lequel la coopération nucléaire avec le régime sud-africain est soumise aux clauses de l'usage pacifique de l'atome, il s'agit en fait de livrer à l'Afrique du Sud de quoi se constituer une force militaire dotée de l'armement thermo-nucléaire.

Le contrat qui vient d'être signé peut être considéré comme une livraison déguisée de cet armement (bombes A et H), dans la mesure même où le gouvernement sud-africain se vante de n'avoir pas signé le traité de non-prolifération.

S'inscrivant dans une longue suite d'autres contrats signés entre la France et l'Afrique du Sud. (Ventes de Mirages à l'Afrique du Sud ; vente de trois sous-marins Daphné. Ces sous-marins avaient été commandés quelques temps auparavant à la Hollande qui avait refusé de les livrer ; ventes de licences de fabrication d'armements (hélicoptères, Mirages, canons de 75 mm, chars AMX) ; vente de quatre Airbus ; vente de matériel pour un demi milliard de francs pour la construction de l'usine Sasol II chargée de la

transformation de charbon en pétrole synthétique). Il démontre la volonté délibérée du gouvernement français de soutenir et d'armer la puissance raciste et fasciste d'Afrique du Sud, contre les luttes de libération du continent africain.

à propos de l'affaire de la centrale nucléaire

Rappelons qu'il s'agit de la vente par Alsthom, Framatome et Spie Batignolles d'une centrale nucléaire comprenant deux réacteurs à eau pressurisée de 950 mégawatts chacun. Il s'agit en fait d'un contrat remporté par deux multinationales, Schneider SA et Compagnie générale d'électricité qui, déjà depuis quelques années, se chargent de produire des centrales nucléaires bâties suivant la filière américaine (Westinghouse). Le PSU avait déjà fait connaître sa position sur la question.

Ces firmes travaillent depuis longtemps en Afrique du Sud.

Spie Batignolles

Cette société du groupe Schneider SA a créé une filiale en Afrique du Sud en 1948, au moment où le parti nationaliste arrivait au pouvoir et accentuait le caractère fasciste d'une législation faite pour asservir le peuple noir d'Afrique du Sud. Cette société employait, en 1973, 1 500 Noirs et 400 Blancs et a réalisé un chiffre d'affaires de 100 millions de francs. Par ailleurs, Spie Batignolles s'est chargée de la construction d'une partie de la voie ferrée Sishen Saldanha construite afin d'exporter au plus vite le minerai de fer d'Afrique du Sud. Enfin, Spie Batignolles a participé à l'aménagement du fleuve Orange pour 280 millions de francs. La construction d'un complexe sucrier d'un montant de 200 millions de francs est en cours de négociation.

Alsthom

La société Alsthom, filiale de la Compagnie générale d'électricité, a

taire dans le capital de la société Framatome. Celle-ci a une filiale sud-africaine située dans la ville de Johannesburg. Framatome est membre cotisant du comité France-Afrique du Sud. Framatome sera le principal bénéficiaire de ce contrat puisque l'opération lui rapportera près de 3 milliards et demi de francs.

Ces trois firmes, soutenues et encouragées par le gouvernement français qui a plaidé leur cause auprès des autorités sud-africaines lors du voyage de Segard en 1975, continuent d'armer le bras du fascisme sud-africain et sont prêtes à procurer l'arme atomique à un pays qui, comme la France, n'a pas signé le traité de non-prolifération des armes nucléaires.

Le PSU entend protester de la manière la plus énergique contre ce contrat criminel, renforçant le pouvoir d'un régime fasciste. Il ne laissera pas faire impunément une poignée de capitalistes prêts à travailler pendant des années en Afrique du Sud et à pratiquer, comme la loi l'oblige là-bas, la discrimination raciale au niveau de l'emploi, des sa-



remporté de nombreux contrats en Afrique du Sud. Elle bénéficie des avantages que lui apporte pour l'obtention des contrats, l'existence de deux autres filiales de la CGE en Afrique du Sud. Aussi Alsthom a déjà fourni des turbo-alternateurs pour les centrales thermiques de Matla et de Duwaha dans l'est du Transvaal. Alsthom est en outre membre cotisant du comité France-Afrique du Sud.

Framatome

Creusot Loire (groupe Schneider SA) détient une participation majori-

itaires, des libertés syndicales. L'opinion publique, trompée par une propagande qui fait miroiter le maintien de l'emploi, comme chaque fois qu'il s'agit de vendre ce type de matériel à un pays fasciste, doit être alertée.

Le PSU, déjà engagé dans la lutte contre l'apartheid au sein de la campagne anti-Outspan et du collectif des vingt-six organisations contre l'apartheid, entend poursuivre son action dans ce domaine en accordant tout son soutien aux Mouvements de libération d'Afrique du Sud et de Namibie.

Claude BOURDET ■

En quels termes s'adresser aux chrétiens pour les gagner politiquement ? Comment s'attaquer aux appareils d'Eglise qui dans toute l'Europe du Sud sont des obstacles importants à la lutte pour le socialisme ? Comment combattre l'idéologie religieuse, ses conséquences moralisatrices et démobilisatrices ? Trois questions au moins qui méritent intérêt. Oublier ce front de lutte, par fausses pudeurs, serait laisser le champ libre aux réformistes... Les états généraux peuvent être l'occasion d'avancer des réponses à ces questions.

Caractéristique des périodes de crise, la fuite idéologique dans l'irréel réapparaît. Sa forme moderne de l'aliénation religieuse, développée d'abord aux Etats-Unis puis en Europe est très insidieuse : multiplication des sectes diverses, récupération par les appareils ecclésiastiques sous la forme du mouvement charismatique. Sous couvert de syndicat d'entraide communautaire (ce qui renvoie aux problèmes bien réels d'isolement, d'individualisme), il s'agit en fin de compte d'oublier le chômage, l'inflation, les conditions réelles d'existence pour se réfugier dans le mysticisme et l'au-delà.

Dans ce contexte de recrudescence des comportements religieux, la gauche s'adresse aux chrétiens. Pour le PCF, dans le cadre de l'union du peuple de France, il s'agit de tendre la main aux chrétiens, qui par sa médiation rejoindront ainsi la classe ouvrière (tout comme était nécessaire la médiation des prêtres pour atteindre Dieu...). On leur dit : « Restez dans votre Eglise telle qu'elle est et rejoignez en même temps notre église ». Pour le PS, il s'agit, après avoir gagné des adhérents, de gagner des électeurs. Là non plus il n'y a pas de remise en cause de l'idéologie et des appareils religieux. Tout cela est bien sûr cohérent avec la stratégie antimonopoliste sous-jacente au Programme commun ; on s'adresse à une catégorie sociale telle qu'elle est sans l'interroger sur sa pratique et son idéologie.

Pour ces militants révolutionnaires pour l'autogestion ayant opté pour une stratégie anticapitaliste, le problème est évidemment autre, la démarche proposée est plus exigeante.

véritable sens. C'est d'ailleurs ainsi que l'envisageaient les chrétiens pour le socialisme remis à Santiago « la spécificité de l'apport chrétien ne doit pas être envisagée comme quelque chose d'extérieur à la praxis révolutionnaire, comme quelque chose de déjà élaboré que le chrétien apporterait avec lui en venant à la révolution. Ce qui se passe, en réalité, est que la foi se révèle, au cours de son expérience révolutionnaire, comme créatrice d'apports nouveaux que, ni lui ni personne, ne pouvait prévoir de l'extérieur du processus ». C'est sur ce terrain et la pratique qu'on peut poser les rapports avec le marxisme et quel marxisme (1) et qu'on peut préciser ces éventuels apports.

pour une utopie mobilisatrice

De fait, on peut constater dans un certain nombre de domaines des apports non négligeables : la remise à l'honneur de l'utopie non pas comme fuite irréaliste, mais plutôt

comme capacité de mobilisation sur des perspectives lointaines et comme capacité de rupture par rapport aux modèles sociaux dominants. Ce n'est probablement pas un hasard si on retrouve beaucoup de militants culturellement chrétiens dans tous les fronts dits secondaires, en particulier dans le domaine de l'invention de nouvelles formes de vie, de remise en cause du couple, de la sexualité (2). Il faudrait aussi citer la sensibilité à l'importance de toute expression démocratique, le sens de la solidarité, le souci de l'unité à la base.

Mais pour aller jusqu'au bout de l'analyse il faut aussi voir l'envers, c'est-à-dire les tares liées à l'idéologie religieuse que les chrétiens peuvent apporter avec eux : le sens du sacrifice qui explique le recours fréquent aux grèves de la faim, le refus de l'organisation, la sacralisation du rôle des plus pauvres (les immigrés par exemple) et surtout, peut-être, la difficulté à poser les problèmes de prise du pouvoir. Si ces chrétiens ont beaucoup contribué à la lutte pour l'autogestion, ils fuient souvent devant les problèmes politiques n'arrivant pas à dépasser une pratique locale. Contribuer à donner un débouché central cohérent aux luttes, les articuler entre elles et avec la prise de pouvoir à tous les échelons, c'est d'ailleurs peut-être l'objectif essentiel des états généraux. Partant d'une pratique commune de lutte et de contrôle, et d'une critique systé-

matique de l'idéologie religieuse, c'est bien cette articulation qu'il faut en effet proposer aux masses chrétiennes.

Déjà beaucoup de chrétiens radicalisés luttent sur ce front et veulent développer en France un mouvement des chrétiens pour le socialisme. Des courants différents existent ; le débat est ouvert (3).

chrétien pour le socialisme

Deux points paraissent importants en tout cas : un tel mouvement doit avoir toute son autonomie, essentiellement vis-à-vis du Parti socialiste qui pourrait être tenté de l'instrumentaliser et de s'en servir comme soutien inconditionnel ; en second lieu, il doit centrer ses efforts sur la critique idéologique et politique sans vouloir reconstruire une Eglise de gauche. Si en effet des signes d'une référence matérialiste à Jésus sont possibles, il serait dangereux d'élaborer une Eglise alternative qui en fin de compte refléterait les mêmes contradictions et ne constituerait qu'une réponse de plus. La question qui se pose est de savoir quelles perspectives avancer en période de transition évitant de se lamenter à dire il faut détruire l'Eglise sans tomber dans l'illusion réformiste d'occupation d'appareil d'Etat neutre. C'est d'ailleurs peut-être pour l'ensemble des questions idéologiques qu'est urgente l'élaboration d'objectifs intermédiaires engageant une dynamique de remise en cause.

En tout cas, un tel mouvement sera utile pour les prochaines échéances politiques en France. Le fait qu'il existe en Italie, par exemple, sur des bases de masses et que certains groupes locaux comme à Nantes soient déjà constitués montre qu'il est effectivement possible de réaliser un centre large contre l'idéologie religieuse et par-là de mobiliser les chrétiens sur des bases claires pour la lutte pour le socialisme.

Yves BAROU ■

les chrétiens et la lutte pour le socialisme

démasquer l'idéologie religieuse

D'abord, il est fondamental de susciter et de développer une critique radicale de l'idéologie et des comportements religieux : le salut chrétien est conçu comme individuel et situé dans un ailleurs qui permet de supporter un ici-bas misérable ; les tabous réactionnaires sur la morale et la sexualité gênent toute libération dans ce domaine, les vertus chrétiennes de soumission, d'obéissance, d'acceptation résignée de la souffrance, du respect des personnes trompent les exploités ; prêchant la réconciliation immédiate, les Eglises détournent des combats nécessaires.

Cela étant dit, c'est de l'intérieur et dans la pratique que les chrétiens ont leur place dans le combat révolutionnaire. Située ainsi, la question de la référence à Jésus prend son

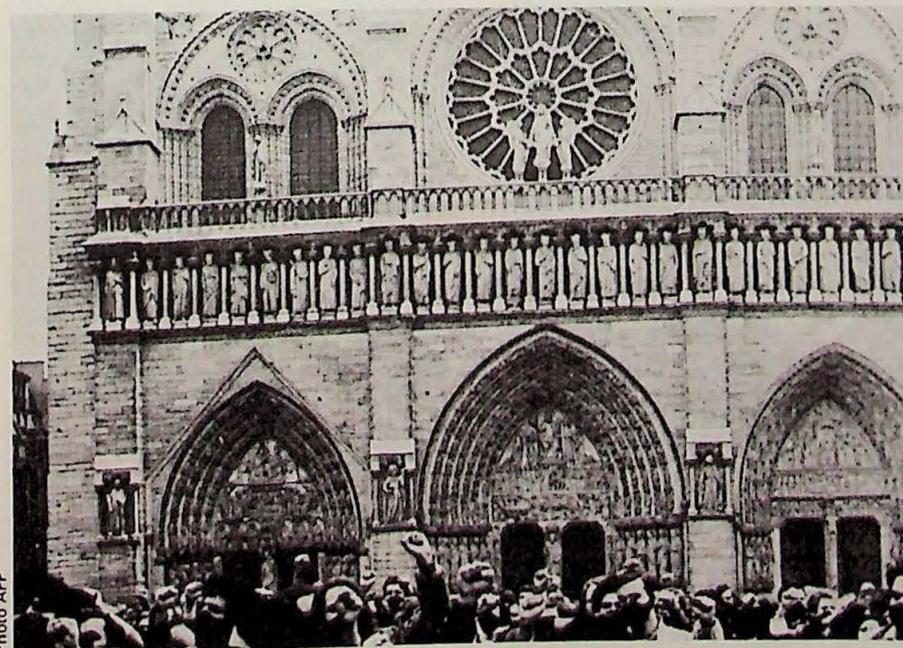


Photo AFP

(1) Cf. le n° 89 de la revue Notre combat où Giulio Girardi pose la question : quel marxisme pour notre temps ? Dans une problématique assez proche des positions autogestionnaires, il insiste sur l'urgence du combat culturel, sur la centralité de l'usine et sur la nécessaire dialectique entre théorie et pratique.

(2) Cf. le n° 204 de la lettre : Vivre l'amour et la politique. Brochure passionnante sur l'émergence et la signification de nouveaux modes de vie. Essentiel pour préparer le carrefour n° 15 des états généraux « Sexualité, morale et mode de vie ».

(3) Les 6 et 7 juin, à Orléans, un certain nombre de mouvements, Vie nouvelle, Témoignage chrétien, JEC, ACU, Equipes enseignantes se rencontrent pour confronter leurs points de vue et contribuer au lancement d'un tel mouvement. Voir aussi dans Cité nouvelle, mensuel des chrétiens marxistes (n° 580, mai 1976) les propositions avancées pour la constitution de « chrétiens pour le socialisme ».

les armes de la critique

Pourquoi Pétain ?

A propos des *Dossiers de l'écran*, consacrés à Pétain, TS ne pouvait mieux faire que de donner la parole à notre camarade Claude Bourdet, compagnon de la Libération.

Tout a été dit, ou presque, sur la désolante émission du 25 mai sur Pétain, et il y a, en particulier, peu de choses à ajouter à l'article de Pierre Vianson-Ponté publié dans *le Monde* du 27 mai : il a bien décrit la malhonnêteté du film faussement objectif dont les gommages et le caractère anecdotique contribuent à faire de Pétain un « bon vieillard » pas malintentionné, jouet des circonstances et étranger aux actes de Vichy; il a souligné le manque de direction du débat, la confusion, l'absence d'une discussion quelconque des faits précis. Finalement, l'intervention de Pierre-Henri Teitgen sur les pires infamies du régime (la livraison des réfugiés étrangers, les mesures contre les juifs, la création de la LVF (1) etc.) apparaît comme le seul point fort et sérieux de cette émission. Encore a-t-il fallu à Teitgen son autorité de vieux tribun pour s'imposer face à la violence des orateurs pétainistes et spécialement d'Isorni.

Cette absence de direction est ce qu'il faut souligner avant tout, car M. Jammot, directeur de chaîne, et M. Pasteur, animateur, pouvaient se conduire autrement. Joseph Pasteur aurait dû dix fois couper la parole à Isorni, monopolisant sans cesse l'émission. Il aurait dû réagir brutalement contre la grotesque attitude de l'amiral Auphan, interdisant à l'historien américain Paxton de

Au cours d'un meeting à Perpignan, Michel Mousel déclare :

« Les raisons pour lesquelles je me suis battu contre l'intégration du PSU au Parti socialiste restent entières.

« Le PSU constitue la seule force véritablement engagée dans le combat révolutionnaire pour l'autogestion socialiste.

« Les intentions d'adhérer au Parti socialiste que me prête *Paris-Match* dans le numéro de cette semaine relèvent de toute évidence, ou bien de la plus haute fantaisie, ou bien d'une manœuvre politicienne. »



Une centaine de personnes ont « envahi » les locaux de la télévision française avant la diffusion de « Dossiers de l'écran » sur Pétain.

parler, sous prétexte qu'il était trop jeune au moment des événements ! L'ouvrage de Paxton sur Vichy, en effet, est la démonstration éclatante de la culpabilité de Pétain, puisqu'il prouve que, notamment dans le domaine de la persécution des juifs, Vichy en a fait constamment plus que ne demandaient les Allemands. D'ailleurs, comme je l'ai rappelé dans mon livre *« L'Aventure incertaine (2) »* le témoignage de Dumoulin de Labarthète confirme l'analyse de Paxton, et le ministre de Vichy, Baudouin, a rappelé qu'au moment de la préparation des lois anti-juives, c'est Pétain qui s'est montré le plus dur. Apparemment, il ne fallait pas que Paxton puisse s'exprimer librement, et tout devait être fait pour favoriser Isorni.

Ce que les trois résistants et les trois historiens ont assez bien réussi malgré tout, à mettre en lumière, c'est le fait que la répression nazie n'a pas été pire dans les pays comme la Belgique, la Hollande et le Danemark où il n'y avait pas de gouvernement collaborant avec l'ennemi, et où celui-ci était obligé de gérer le pays directement ou quasi-directement. Ce qu'ils ont à mon avis insuffisamment souligné — mais étant donné le désordre de l'émission, on ne peut leur en faire grief — c'est d'une part, la préparation par Laval du futur régime Pétain, en liaison avec Madrid et Berlin dès 1937, comme en témoignent les archives secrètes de la Wilhelmstrasse, et c'est d'autre part, le problème fondamental de la responsabilité d'un chef d'Etat vis-à-vis de ses subordonnés. Car il n'était pas possible aux défenseurs de Pétain de nier les crimes commis sous Vichy et par Vichy. Il fallait donc que Pétain apparût non responsable : c'est à quoi le film

et les trois personnages commis à cette tâche se sont employés.

Or, si les crimes de la milice, l'assassinat de Victor Basch, le pogrom des juifs éventrés à Saint-Amand-Montrond, pour ne citer que ceux-là, ne peuvent pas être imputés uniquement à des exécutants, mais ont été et seront toujours considérés comme des crimes dont la responsabilité incombe à Joseph Darnand, chef de la milice et secrétaire général au maintien de l'ordre, de quel droit arrêter la responsabilité à Darnand et ne pas remonter à l'homme qui l'avait choisi, Pétain ? Quant à Darnand lui-même et à tous ses pareils,

les autres, de la grande trahison de la classe dirigeante qui s'est incarnée dans un nom : Pétain. Pour que cette classe dirigeante puisse reconquérir totalement son pouvoir offensif, il faut que cette condamnation soit effacée, il doit être proclamé que ces milieux avaient raison et que la Résistance avait tort. D'où le 8-Mai, d'où la méthodique entreprise de réhabilitation de Pétain.

Quel est donc l'intérêt, dira-t-on, de ces problèmes moraux et de ces histoires anciennes, pour les hommes qui occupent aujourd'hui le pouvoir ? Il est considérable. Si MM. Giscard, Poniatowski, etc., ga-

il y a tout lieu de croire qu'ils se seraient comportés bien différemment sans Pétain. J'ai apporté mon témoignage personnel à ce sujet dans le livre cité plus haut. Il est curieux que le régime actuel, qui a imaginé avec la loi « anticasseurs » de rendre les dirigeants d'organisations politiques responsables d'actes de militants qu'ils ne peuvent évidemment pas contrôler en permanence, s'emploie aussi activement à blanchir un homme d'Etat de toute culpabilité dans le comportement des ministres qu'il a choisis et qui ont été sous ses ordres directs pendant toute la durée de leurs fonctions !

Mais, d'une manière générale, le côté truqué de cette présentation s'éclaire si on réfléchit aux objectifs du pouvoir. L'affaire est liée à celle du 8-Mai, et déjà, au moment de la décision présidentielle supprimant la commémoration de la victoire sur le nazisme, des bruits avaient couru : le transfert des cendres de Pétain à Douaumont n'était qu'une question de temps. L'émission du 25 mai est un pas de plus dans la même direction. Réhabiliter Pétain, cela veut dire d'abord refaire plus complètement l'union de la droite et de l'extrême droite.

Mais il y a ici quelque chose de plus subtil et de plus profond qu'une opération politico-électorale. Le régime de Giscard, c'est le point final de la revanche et de la « restauration » du capitalisme français, qui a voulu Vichy, qui a profité de la défaite pour faire Vichy et qui y a exercé le pouvoir de la manière la plus directe avec le maréchal. Cette restauration a beau être quasi totale, il y a à la fois dans les livres d'histoire et dans l'inconscient populaire le souvenir plus ou moins précis chez les uns, plus ou moins confus chez

gnent cette partie, il leur sera bien plus facile de faire surgir demain le fascisme civil qui, s'ajoutant au pouvoir militaire, leur permettra d'empêcher, d'une manière ou d'une autre, tout transfert de pouvoir à la gauche. Cette affaire ne concerne pas le passé. Elle concerne le présent. Elle concerne surtout l'avenir. Les jeunes militants qui ont cherché à s'opposer à cette émission l'avaient compris.

Claude BOURDET ■

1. Légion des volontaires français.
2. *L'Aventure incertaine* ; de la résistance à la restauration (Stock).



PENTECOTE 76 : FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE

Trois jours de spectacles : Collette Magny, Guy Bedos, Maurice Fanon, Y Dautin, Les Soho, les Gwendal, les Haricots Rouges, El Assifa, Folk, Jazz, Fest-Noz.

300 stands, forums, plus de 60 groupes politiques.

Un immense rassemblement à ne pas manquer.

5,6,7 juin à Villiers-Adam-Mériel

Trains de la Gare du Nord, cars : service permanent de la porte de la Chapelle à partir du samedi 5 juin 11h30 du samedi 5 juin 11h30.

le Liban au bout du fusil

Pour une fois, le premier livre sorti sur un événement d'actualité n'est ni une série de reportages « à chaud » agrémentée de nombreuses photographies, ni une série d'analyses faisant l'apologie des thèses réactionnaires de la droite libanaise ou internationale.

Pour une fois, le premier livre sorti, sur un événement d'actualité est un livre de gauche, parce que la situation libanaise était en fait trop complexe pour permettre l'expression de la droite autrement que par de vagues articles dans la presse écrite.

Par contre, Pierre Vallaud, par sa formation d'historien, par son engagement politique, comme par la place de rédacteur du journal parlé qu'il occupa à Radio-Liban de septembre 1974 à novembre 1975, était l'un des mieux placés pour comprendre puis expliquer, non seulement la crise elle-même qui éclata un « certain 13 avril 1975 », mais aussi les causes économiques, sociales, politiques, institutionnelles d'une guerre qui, sans être une

guerre de religions, n'en est pas moins une guerre entre communautés religieuses.

Le livre prend parti évidemment, mais le parti du socialisme. Il est donc sans complaisance dans l'analyse, des textes, de la stratégie de la tactique des organisations de gauche libanaise et la documentation étonnamment complète de Pierre Vallaud lui permet de nous révéler que le parti de K. Jumblatt, le parti socialiste progressiste, est paradoxalement dans ces statuts aussi proche du national-socialisme que ses adversaires phalangistes !

Voilà qui montre la souplesse et l'imprécision volontaire de l'expression de camp « islamo-progressiste ».

Mais cela ne conduit pas Pierre

Vallaud à renvoyer dos à dos les adversaires. Le camp islamo-progressiste, malgré son hétérogénéité et ses contradictions, exprime l'exploitation révoltée et l'espoir de toute une masse de prolétaires, mais de la plus grande partie seulement. Car les prolétaires chrétiens, par une ironie de l'histoire que d'autres peuples ont amèrement goûtée, servent de chair à canon à la bourgeoisie chrétienne, tacitement soutenue par la bourgeoisie musulmane.

En combattant le manichéisme de certains anti-impérialistes, en mettant en pratique les ressources de l'analyse marxiste de la société, sans pour autant prétendre à une analyse exhaustive de la société libanaise, tout en racontant quelques anecdotes révélatrices, Pierre Vallaud a écrit un livre militant, mais aussi un récit où il nous montre, par ce qui arrive,

qui était le Liban, le vrai, celui qui meurt aujourd'hui, dans une souffrance d'autant plus révoltante qu'elle est consécutive à une violence souvent gratuite.

C'est un livre à lire non seulement pour comprendre la situation libanaise, mais pour prendre conscience des tâches que les socialistes arabes ont à entreprendre au Liban comme ailleurs.

Le rôle des militants socialistes européens est de les y aider. C'est ce qu'a fait Pierre Vallaud en écrivant *Le Liban au bout du fusil*.

Jean JULLIEN ■

(*) Edité chez Hachette, en vente à la librairie Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

dans la neige empoisonnée

J'ai fait le mois dernier un rêve fantastique. Je retournais dans les Alpes... Imaginez une Savoyarde exilée à Paris qui se prend à rêver de

ses montagnes... L'été, les alpages, les fleurs, les vaches, les myrtilles et le reblochon. L'hiver, la neige, les sapins, les étoiles... Autant de clichés qui nous sont là-bas quotidiens. On décide de louer avec des copains et on choisit la station au hasard, là où il reste de la place : La Plagne... Un vague souvenir de scandale immobilier me flotte dans l'esprit, mais non, c'était sûrement Avoriaz... Le voyage se passe fort mal : les trains sont pleins et j'ai des phantasmes de déportation. Pour ceux qui ont pris la route, ce doit être proche de la débâcle.

A l'arrivée, c'est le cauchemar : des ILM à 3 000 mètres. Dans les hôtels, pas un Savoyard, quelques Français, mais surtout des Allemands, des Belges et des Japonais, des gens qui ont généralement pas mal de sous et qui enrichissent sûrement un riche promoteur. Finalement mon flair de militante me dit qu'il y a sûrement eu un quelconque scandale à La Plagne, immobilier ou autre. Mes Savoyards, ceux qui auraient dû gérer cette horrible station, je les retrouve aux postes les plus modestes : caissières dans les self-services « à deux pas des pistes ». Elles y font leurs 8 heures comme à Paris ; employés des remontées-pentes, ces OS des neiges qui pendant des heures et des heures tendent inlassablement leur perche au touriste insouciant. Les moniteurs dits « bronzés et charmeurs » n'ont pas l'air mieux lotis. Bref, profondément culpabilisée, j'ai essayé d'en savoir plus en rentrant. J'ai eu le bonheur de tomber sur le livre de Danièle Arnard, *La neige empoisonnée*, que je vous recommande.

Christian HERVE ■

à propos du livre de Jean Ziegler

Enfin un bouquin sur la Suisse qui démonte tous les clichés, les mensonges, les puantes images d'Epinal sur cette Helvétie si propre, si pure, si organisée, si neutre, si philanthrope (Croix rouge)...

Il nous vient de Jean Ziegler, député de Genève au Parlement de la Confédération, donc d'un homme fort « respectable », professeur de sociologie, « spécialiste » du tiers monde et des problèmes de la mort dans diverses civilisations, d'une renommée internationale.

Que dit ce livre (fait avec la collaboration de Délia Castelnovo, Friguessi, Heinz Hollenstein, Rudolph H. Strahn, économistes et sociologues suisses) ?

Tout d'abord il dénonce « l'impérialisme secondaire », le mythe de la pseudo-neutralité de ce pays sur le plan international. Mais ce n'est pas tout : sur le plan intérieur il attaque l'oligarchie et il cite les noms des trois grandes banques suisses en y ajoutant leurs bénéfices en 1974.

— Union de Banque Suisse 183 millions de francs suisses.

— Société de Banque Suisse. 178 millions.

— Crédit Suisse, 156 millions.

Ainsi que les principales sociétés multinationales parmi les 447 que la Suisse « abrite » (Nestlé, Ciba-Geigy, Sandoz, Sulzer Hoffmann-La Roche, etc.). Leur rôle plus que funeste de soutien à des dictatures « fascistes » (Corée du Sud, Guatemala, Indonésie, Afrique du Sud, Brésil) ou « d'étouffement économique et financier » à propos du Chili de l'Unité populaire et ceci avec exemples à l'appui.

Concernant le marché des armes (la Suisse en est un grand exportateur), il est dit entre autres :

« Le 8 octobre 1967, Ernesto Che Guevara fut assassiné à Higuera (Bolivie) par un fusil d'assaut suisse.

La même arme helvétique est aujourd'hui entre les mains des « boïnas negras », ces tueurs de l'armée chilienne spécialisés dans l'exécution d'ouvriers, d'étudiants et de paysans « en fuite ». (Page 159.)

D'autres chapitres de ce livre sont consacrés à la « nation de receleurs », à la « paix du travail » — accord conclu entre le patronat et les syndicats en 1939 face à la menace hitlérienne, la grève étant désormais soumise à arbitrage, donc pratiquement exclue —, ou à la très fa-

meuse « Démocratie » helvétique toute de subtilités sournoises.

En 1964, Jean Ziegler rencontre le Che. Celui-ci répond au désir exprimé par l'auteur de s'exiler à Cuba : « Mais toi, ici, tu es dans le cerveau du monstre ! Que veux-tu de plus ? Ton champ de bataille est ici... »

Dans les tout dernières pages Ziegler écrit : « La première tâche, banale de l'homme de la gauche révolutionnaire, c'est-à-dire de l'homme de la rupture, est de garder le sens de l'horreur. »

Et ce chapitre s'intitule « Connaître l'ennemi, combattre l'ennemi ».

Et pour le combattre, ce livre est une arme non négligeable non seulement pour les militants avertis mais aussi et surtout pour ceux qui apprécient le bon chocolat, le calme et la tranquillité d'un petit pays bien en paix et sans problèmes apparents.

(1) *Une Suisse au-dessus de tout soupçon*. Ed. du Seuil.

(*) Editions Alain Moreau.

Vendredi 4 juin à 20 h 30 sur FR 3 : Fait divers : « Viol et violence ». Un automobiliste viole une auto-stoppeuse. Il faudra, avant que le jugement d'assises ne soit prononcé, sept années de procédure pendant lesquelles la victime revivra son viol à maintes reprises, au cours d'interrogatoires accusateurs : « celles qui se font violer l'ont bien cherché — le viol mi-résistance, mi-collaboration », ce sont des airs bien connus. En ouvrant ce dossier, cette émission doit pouvoir épauler la lutte que mènent les mouvements féministes et les diverses associations qui se sont créées pour dénoncer et combattre l'agression des hommes sur les femmes. Mais faire le procès du viol, n'est-ce pas aussi faire le procès d'une culture et d'une civilisation ?

Samedi 5 juin à 20 h 30 sur FR 3 : Un samedi comme tous les autres. Les tensions religieuses entre les communautés catholique et protestante de Glasgow, la plus grande ville d'Ecosse, telles qu'elles sont vues par un adolescent. L'auteur, Peter Mac Dougall, a la réputation de présenter à son auditoire des vérités difficiles à avaler sur son mode de vie et de détruire ses illusions, en lui montrant l'humanité à vif.

Dimanche 6 juin à 20 h sur FR 3 : Les visiteurs du dimanche soir : « Les couleurs de l'espérance ». Une conversation entre Louis Pauwels et Roger Garaudy, auteur du livre : *Le projet espérance*.

Dimanche 6 juin à 22 h 10 sur TF 1 : Bilan pour le futur (3^e partie) : le droit du moins fort. Face à l'Amérique nantie, les opprimés, ceux qui n'ont pas le pouvoir et qui veulent y participer sans perdre pour autant leur autonomie et leur identité particulières : Noirs, Indiens, femmes, personnes âgées, homosexuels, ont la parole.

Mardi 8 juin à 20 h 05 sur France-Culture : Dialogue : La torture et le pouvoir. La torture se pratiquant toujours au nom d'un pouvoir, changer complètement la nature même du pouvoir doit nous en délivrer.

Mardi 8 juin à 21 h 25 sur TF 1 : La Chine de Mao (2^e partie) : du 1^{er} octobre 1949 à aujourd'hui. La reconstruction, le grand pas en avant, la première révolution culturelle, la chute de Lin Piao, autant d'événements qui ont ponctué l'histoire récente de la Chine. Sera évoqué aussi le problème de la succession politique que l'état de santé de Mao rend plus actuel.

Mercredi 9 juin à 20 h 05 sur France-Culture : Louise Michel. Les éditions Maspéro viennent de rééditer ses « Mémoires » qui étaient inédites depuis 1886 : elles nous restituent le sens d'une vie. A travers l'évocation du personnage et de son rôle historique, cette relecture est l'occasion de parler de l'évolution des idées anarchistes depuis la Commune jusqu'à nos jours.

c'est aussi politique

les damnés de la terre

Un beau spectacle se donne de manière presque confidentielle, au troisième étage de la cité internationale, à la Resserre, depuis plus d'un mois, un spectacle qui mériterait d'être vu du grand public. L'auteur, Athol Fugard, est un Blanc d'Afrique du Sud qui, après divers séjours en Europe et aux Etats-Unis, a choisi de retourner travailler dans son pays et y dirige une compagnie théâtrale de Noirs. On avait déjà vu de lui, en France, *Ta vue me dérange, Hotnot !*

Boesman et Lena (1) met en scène à nouveau deux Hotnots, c'est-à-dire deux métis. Nous les voyons arriver sur une espèce de terrain vague, couvert de débris, vieux bidons, bois morts, morceaux de tôle ondulée. Déchets rejetés de la communauté humaine, ce lieu-bout du monde, poubelle de la société semble être leur lieu naturel. Ou plutôt, un de leurs lieux naturels. Car au cours de leur dialogue, nous apprenons qu'ils errent ainsi de « zone » en « zone », chaque fois chassés par le bulldozer des Blancs (ou toute autre manifestation de leur puissance), chaque fois reconstruisant leur misérable cabane, se retrouvant périodiquement aux mêmes lieux d'où ils ont été chassés autrefois. Cycle per-

pétuel de la misère sociale et raciale, géographie des pauvres où leur mémoire essaie vainement de se retrouver afin de fixer leur être et leur vie. Mais cette vie, dans quoi pourraient-ils la saisir ? Ils n'ont rien qui leur appartienne : pas d'espace propre, pas d'yeux pour les voir, pas d'oreilles pour les écouter. Leur monde se réduit à eux deux : lien inextricable puisqu'ils ne peuvent cesser d'être ensemble sans cesser de vivre, seuls témoins qu'ils sont de leur existence.

C'est donc dans la violence de leurs rapports privés que se reflète la violence sociale. C'est là la force et l'originalité de l'œuvre. Athol Fugard n'a pas choisi de nous montrer ces misérables êtres aux prises avec

le monde blanc, évitant ainsi toute forme de démonstration didactique. Aucun écho d'un quelconque slogan politique à travers leurs paroles. Seulement deux êtres vivant et souffrant dans leur chair et dans leurs os. Différents aussi l'un de l'autre. Boesman, brutal, jaloux, raciste, odieux, est au fond le plus désespéré. En Lena, une volonté de vie et de bonheur est encore à l'œuvre. Elle tente de la réaliser et y réussit un moment, lorsqu'elle recueille et dorlote le vieil homme cafre (plus nègre qu'eux), lorsqu'elle chante et danse, et surtout en voulant parler encore et encore. C'est un très beau moment d'émotion que le dialogue entre Lena et le vieillard, échange qui se situe au-delà du langage, puisque le cafre ne parle qu'un dialecte qui demeure incompréhensible à nos deux personnages.

Sans doute, on peut reprocher à la pièce quelques longueurs, des redites inutiles, une progression dramatique parfois un peu languissante. Mais ces défauts sont effacés en grande partie par la sincérité et la générosité du texte, de la mise en scène et des comédiens. Dans un décor de Mathias, sobre, mais non sans beauté, et qui évoque efficacement le lieu décrit plus haut, Roger Blin a inscrit une mise en scène toute au service du texte, précise, rigoureuse, sans aucun effet gratuit. Toto Bissainthe (Lena) et Robert Liensol (Boesman) peuvent sembler parfois charger un peu trop leurs personnages, surtout pour leur second. Mais généralement, ils s'imposent à nous par la force de conviction qui paraît les habiter.

Evelyne ERTEL ■

(1) Jusqu'au 26 juin 1976, à 21 h, sauf dimanche et lundi.



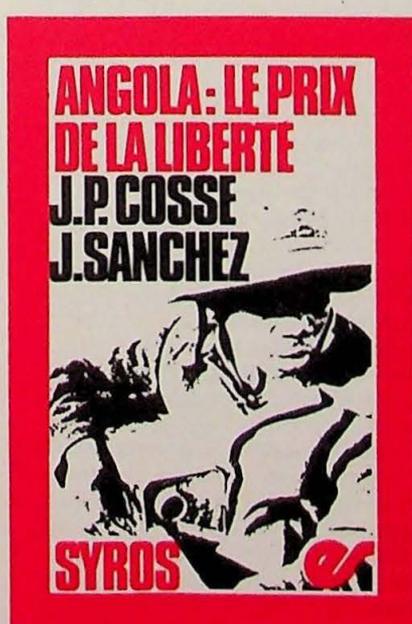
photo ADJA

VIENT DE PARAITRE AUX EDITIONS SYROS

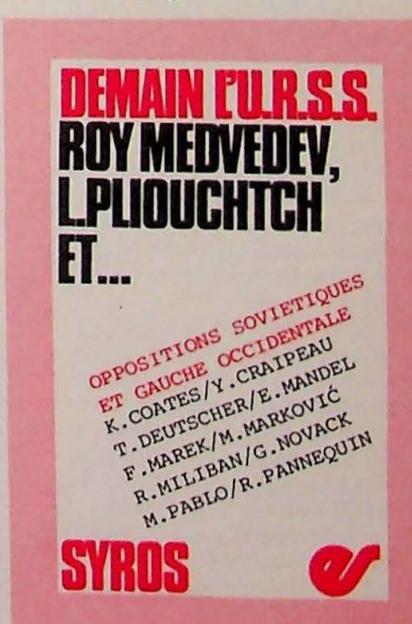
18 F — 96 pages



27 F — 248 pages



21 F — 176 pages



vous êtes concernés

un dialogue nécessaire

L'obligation de sortir régulièrement notre nouvelle formule de 24 pages suscite de l'équipe de TS des difficultés mais aussi des espoirs qu'elle aimerait partager avec ceux qui sympathisent avec notre entreprise.

Comme le dit Alain Chen dans sa correspondance, il s'agit de « changer la vie » avec TS. Dans le prochain numéro, nous consacrerons beaucoup de place aux préoccupations de nos lecteurs.

A propos du numéro 705 qui sera un « Spécial Fête », de 32 pages nous essaierons d'aborder l'ensemble des rubriques. Par ailleurs, il y aura une suite au dossier CFDT, un dossier Bretagne, un long entretien de Victor Leduc avec Henri Lefebvre.

stages d'été 1976



Demandez à d'anciens participants : les stages d'été, c'est utile et c'est pas triste. C'est l'occasion pour des militants venus de toute la France de passer une semaine ensemble pour mieux connaître la stratégie du parti, approfondir son débat, acquérir des outils pour mieux maîtriser leur pratique, mais aussi pour se rencontrer, s'amuser, inventer d'autres rapports entre eux.

Alors, cette année, le service formation a accentué son effort : deux stages de base ; deux stages d'animation ; un stage de sérigraphie. Un menu qui peut contenter tout le monde, quel que soit leur niveau de formation et leur ancienneté dans le parti.

L'enjeu est d'autant plus important aujourd'hui que le parti est confronté à un débat fondamental. La gauche peut gagner en 1978. Quelles conséquences en tirons-nous pour les autogestionnaires ? A travers les stages et les confronta-

tions qu'ils permettent, il sera possible de mieux poser les problèmes et de permettre à tout le parti de progresser dans ses réponses.

Alors, venez nombreux. Vous devez savoir que les lieux choisis sont forts agréables : un hameau de montagne et un manoir du Gers. Les possibilités de loisir y sont importantes. Vous pouvez venir en famille, des gardes d'enfants seront assurées. Les moments de détente sont importants et les soirées sont prévues pour intéresser tout le monde, stagiaires ou non.

Mais, direz-vous, et l'argent ? Bien sûr, un stage, ça coûte (environ 250 F par semaine, mais la participation est proportionnelle aux salaires). Il ne doit pas y avoir d'obstacles financiers : vos fédérations doivent, si nécessaire, vous aider en prenant en charge une partie du coût du stage.

Prochainement, TS fera une présentation détaillée des stages.

Courrier des lecteurs

Au risque de se répéter : très chouette le nouveau TS, bien que, en tant que sympathisante, certains articles de politique de fond me soient encore bien hermétiques... J'apprécie particulièrement les articles femmes, bien sûr ; TS semble avoir enfin compris l'importance du problème.

Un souhait : qu'on nous raconte enfin comment, avec quelles difficultés se fait le journal, surtout les problèmes pratiques, qu'est-ce qui vous retient de le faire ? La pudeur ? La crainte de comparaisons gênantes ? Pourtant vos problèmes ne doivent pas venir que de vous, j'imagine. Alors ce sera pour bientôt, j'espère !

Alain Chen, Paris ■

et si on essayait de changer vraiment la vie avec TS ?

Ils ou elles militaient. Avec ardeur. Et, un jour, on ne les revoyait plus. Contact perdu. Marre qu'ils en avaient du militantisme « inhumain », mécanique, qui ne laissait aucune place à la vie. La vie, n'est-ce pas aussi pouvoir aller à la campagne, à la mer, à la montagne, chez des copains ? Et pourquoi pas aller faire les vendanges chez des camarades paysans-travailleurs ?

Alors, une question : à quand cette rubrique dans TS, où les lecteurs pourraient écrire : « cherche travail pour été chez camarade ? » ou bien : « paysan-travailleur cherche... ». Sans doute une question de moyens, de place... Sur ce sujet et sur bien d'autres plans, les idées ne doivent pas vous manquer. Au plaisir de vous lire.

Marche antinucléaire le dimanche 6 juin contre l'usine de retraitement de la Hague.

Le samedi après-midi 5 juin à Cherbourg se tiendra une exposition. Le matin : un forum antinucléaire.

A partir de samedi après-midi, un centre d'accueil sera organisé à Saint-Joseph sur la N 13 entre Valagues et Cherbourg.

Venez nombreux !!!

ABONNEZ-VOUS

Avant l'augmentation des tarifs

Un an : 100 F - Six mois : 60 F
avec en prime un livre au choix :

Avec l'abonnement d'un an :
Servitude et grandeur du P.S.U. (E. Depreux).
Les Mouvements d'émancipation nationale (A. Nin).
L'Etat-patron (Ph. Brachet).
Critique socialiste n° 23 (la crise) et n° 24 (autogestion).
L'Enfer des pompiers (J.-J. Lubrina).

Avec l'abonnement de 6 mois :
Chili 1970-73. Un peuple en lutte (collectif Chili).
Chili : Les documents du complot ITT (J. Anderson).
Le mai des Banques (militants CFDT).
IX^e congrès du P.S.U. Amiens. Décembre 1974.
Le Marché commun contre l'Europe.
Le Manifeste du P.S.U.
Critique socialiste n° 23 ou 24.

Bulletin d'abonnement

à retourner 9, rue Borromée, 75015 Paris

M. Mme Mlle

Adresse

Code Postal Ville

S'abonne pour un an (1) - 6 mois (1).

Ci-joint versement CCP (1) à l'ordre de TS-CCP 5826-65 Paris.
CB

(1) Rayer les mentions inutiles.

SOUSCRIPTION TS NOUVELLE FORMULE

CCP - PSU 14 020 44 Paris

M. Mme Mlle

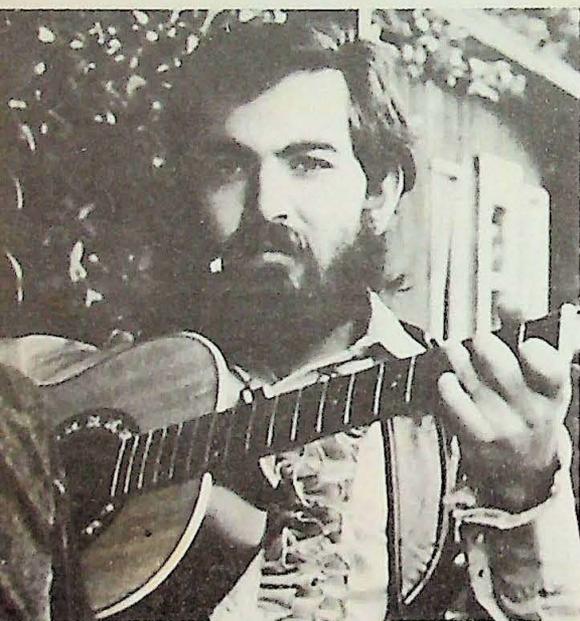
Adresse

Code Postal Ville

à adresser à PSU - Soutien TS - 9, rue Borromée, 75015 Paris.



spectacle enfants :
Tonia et Dominique



Marcel Dadi

programme

(à partir de 13 h)

SAMEDI

ROCK : Higelin - JAZZ : Popaul et Letté - Perception - Archie Shepp - Steve Lacy. FOLK : Tom Paxton - Dadi-Sourdeline - Ys - Phil et Emmanuel. CHANSON : Fawsie (Irak) - Wetterwald - Dautin - Mouloudji - Isabel Parra (Chili) - Béranger - Servat (Bretagne) - Areski, Fontaine. SKETCHES : Bedos. DANSE : Danse expérience. CABARET : Font et Val et bal avec Pieds Joins.

DIMANCHE

CHANSON : Charlebois - Lavilliers - Imago - Martin St-Pierre (Argentine) - Arbatz - Marti (Occit.) - Catherine Sauvage - Verdier (Occit.). JAZZ : Temps des cerises - Pinsolle - Co-helmeck - Confluence - Wac. ROCK : Au bonheur des dames - Etron Fou - Soho. FOLK : Gwendal - Chiffonie. THEATRE : Troupe Z - Al Assifa. SKETCHES : Douby.

PENDANT LES DEUX JOURS

FETE DANS LA FETE : saltimbanques - jongleurs - mimes - fanfares - clowns - acrobates - montreurs d'animaux - théâtre de rue.

FETE DES ENFANTS : marionnettes cirque - animation et une halte garderie.



Bretagne : Gilles Servat



folk américain :
Tom Paxton

DEBATS sur : l'unité populaire - le chômage - les luttes sur l'emploi - les états généraux pour l'autogestion - les femmes, la ville, la santé, la presse...

gratuit pour les enfants

20 F par jour sur place MAIS 20 F POUR LES DEUX JOURS si vous prenez les billets DES MAINTENANT.



rock : Au Bonheur des Dames

12-13 juin la Courneuve

accès

Entrée principale ROUTE DE DUGNY - BUS 149 (Pte de la Villette) - pour le 143 (Rosny-sous-Bois) 302 (Pte de la Chapelle) - 177 (Pte de Cléchy) descendre aux « Six routes ».

TRAIN : Station Aubervilliers-la-Courneuve (gare du Nord) - PARKING : aéroport du Bourget - Route CD 30, Bd Lénine.

ROUTE : autoroute A1, porte de la Villette puis RN 2 - suivre le fléchage.

